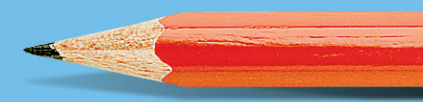


LA SUPERGRILLE ET LA GRILLE BLANCHE RADAR PAGES 10 ET 12



LA PRESSE

1

4

LA GUIGNE DU SAMEDI SOIR

SPORTS PAGES 1 À 3

TÉLÉVISION

EN TAXI AVEC PATRICK HUARD

RADAR PAGES 2 ET 3

PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE



PÈRE CINQ ANS APRÈS SA MORT PLUS PAGE 2

HARPER ENGAGE LES HOSTILITÉS CONTRE DION

Une campagne de publicité télévisée lancée aujourd'hui s'attaque à la crédibilité du nouveau chef du PLC

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le Parti conservateur n'attendra pas le déclenchement des élections fédérales pour lancer une offensive publicitaire contre le nouveau chef du Parti

libéral, Stéphane Dion.

En effet, trois messages publicitaires envahiront les ondes des principaux réseaux de télévision anglais dès aujourd'hui afin de contrer la vague de sympathie qu'a obtenue M. Dion au lende-

main de son élection-surprise à la tête du Parti libéral en décembre dernier à Montréal, a appris *La Presse* hier.

Les libéraux ont vu leurs appuis grimper quelque peu dans les sondages à la suite de la

victoire de M. Dion, ce qui leur donne espoir de déloger le Parti conservateur dès les prochaines élections, qui pourraient avoir lieu au printemps.

➤ Voir **HOSTILITÉS** en page A8

L'AMÉRIQUE DE STÉPHANE BOURGUIGNON
UNE ENTREVUE DE MARC CASSIVI
LECTURES PAGE 7

DES MÉDECINS VISIONNAIRES
ACTUEL SANTÉ
PAGES 1 À 3



CONTESTEZ, SI VOUS VOUS SENTEZ LÉSÉ
À VOS AFFAIRES
PAGES 1 ET 3



Mon clin d'œil STÉPHANE LAPORTE
« Si Hockey Canada enlève le Championnat du monde de hockey de 2008 à la ville de Québec, je mets ma robe d'Yves Saint Laurent! »
- la maîtresse Boucher
Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte



Guerre en Irak Jane Fonda remonte aux barricades



PHOTO NICHOLAS KAMN, AFP

Jane Fonda, 69 ans, entourée des acteurs Sean Penn et Susan Sarandon, a déclaré que beaucoup de gens lui demandent quelle est la différence entre maintenant et la guerre du Vietnam. « Je vais vous dire une énorme différence, fondamentale », a-t-elle expliqué devant les milliers de manifestants réunis hier à Washington : il avait fallu six ans pour que les anciens combattants du Vietnam, les militaires et leurs familles s'expriment contre la guerre, maintenant il a suffi de trois ans ».

« Le silence n'est plus une option »

D'APRÈS AP ET AFP

WASHINGTON — Les opposants à la guerre en Irak, dynamisés par le refus du plan Bush affiché par le Congrès à majorité démocrate, étaient plusieurs dizaines de

milliers à défilier hier après-midi dans les rues de Washington pour tenter de lancer un mouvement national en faveur du retrait des troupes américaines.

Symbole fort de cette marche, l'actrice Jane Fonda, égérie de

la mobilisation contre la guerre du Vietnam dans les années 70, était au nombre des manifestants, pour la toute première fois depuis le début de l'invasion de l'Irak.

➤ Voir **FONDA** en page A9

DROITS DE L'HOMME

Human Rights Watch sermonne le Canada



MAXIME BERGERON ENVOYÉ SPÉCIAL

DAVOS

Le Canada doit remettre à l'avant-plan la défense des droits de la personne, dit le directeur général de l'organisme Human Rights Watch (HRW).

En entrevue avec *La Presse* en marge du Forum économique de Davos, Kenneth Roth a déploré que le Canada « ferme les yeux » sur certaines violations des droits de l'homme, comme l'emprisonnement illégal de centaines de présumés terroristes à la base américaine de Guantánamo.

« Le Canada semble avoir reculé dans sa défense des droits de la personne, et c'est une inquiétude. Nous avons besoin de la voix du Canada pour défier les États-Unis », soutient M. Roth.

➤ Voir **SERMON** en page A8

Canon

EOS REBEL XTi

10,1 MP

- Capteur CMOS de 10,1 mégapixels
- Grand écran ACL de 2,5"
- Nouveau capteur autonettoyant
- DiGIC II pour des couleurs naturelles
- Mise au point à 9 zones
- Incluant un objectif 18-55 mm

979⁹⁹⁹

EN PRIME recevez un sac photo (valeur de 49\$)

Powershot A630

- 8 mégapixels
- Zoom optique de 4x
- Écran 2,5" pivotant

329⁹⁹⁹

Powershot A710is

- Stabilisateur d'image optique
- 7,1 mégapixels
- Zoom optique de 6x

379⁹⁹⁹

OBTENEZ UN Chargeur et 4 piles GRATUITEMENT à l'achat d'un de ces modèles **POWERSHOT (A630 ou A710is)** (valeur de 49⁹⁹⁹)

L.L. Lozeau

LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE

6229, St-Hubert | 514.274.6577
Montréal (Québec) | www.lozeau.com

lozeau.com accord D Desjardins METRO BEAUBIEN Valide jusqu'au 3 février 2007

SALAIRE MINIMUM, SALAIRE DE MISÈRE

VIVRE AVEC MOINS

DEPUIS 10 ANS, AUX ÉTATS-UNIS, LE SALAIRE MINIMUM FÉDÉRAL EST BLOQUÉ À 5,15 \$ L'HEURE, UN PLANCHER QUE LA MAJORITÉ DÉMOCRATE DU CONGRÈS VEUT FAIRE PASSER À 7,25 \$. PENDANT QUE LES POLITICIENS DE WASHINGTON DÉBATTENT DE LA QUESTION, NOTRE JOURNALISTE S'EST RENDU EN VIRGINIE POUR VOIR À QUOI RESSEMBLE LA VIE À MOINS DE 7,25 \$ L'HEURE.



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE
VIRGINIE

RICHMOND — Pour 7 \$ l'heure, Saudi Monroe, 22 ans, est heureux de se déguiser en statue de la Liberté.

« C'est plus confortable que l'uniforme de McDonald's ! » lance-t-il en distribuant à de rares passants les dépliants de son nouvel employeur. « Et puis je n'ai pas de gérant sur le dos ! »

Sous sa robe verte à plis, Saudi Monroe porte un sweat-shirt brun dont la capuche est relevée sur sa tête couronnée. Il ne s'est pas accouré ainsi pour le 31 octobre, jour de l'Halloween, mais pour le 15 avril, jour des impôts

aux États-Unis. Aux abords du centre-ville de Richmond, capitale de la Virginie, il cherche des clients pour Liberty Tax Service, spécialiste de la préparation des rapports d'impôts.

Est-ce à dire que Saudi se retrouvera sans emploi au lendemain du 15 avril ?

« Mon nouveau gérant m'en a promis un autre dans le bureau de la compagnie », dit-il sur un ton optimiste.

Nous nous tenons sur le trottoir, devant une boutique de crédit offrant des *payday loans*, littéralement des « prêts des jours de paye ». Les salariés dans le besoin peuvent y emprunter de petites sommes (100 à 500 \$) sur 15 jours, moyennant le paiement d'une prime, le temps d'attendre le versement de leur paye.

Au cours des dernières années, plusieurs autres officines du genre ont ouvert leurs portes sur Broad Street, une artère importante où se côtoient les Wendy's, les McDonald's et les lave-autos.

Leurs taux d'intérêts, rapportés sur une base annuelle, frôlent souvent les 400 %, poussant la plupart des emprunteurs vers le surendettement.

Le décor est déprimant, tout comme la réalité qu'il cache, mais Saudi Monroe ne se plaint pas. Il vit avec sa tante dans un appartement dont il paie la moitié du loyer mensuel. Il n'a plus à endurer son ancien gérant du McDonald's, où il a travaillé pendant deux ans. « Il nous faisait bien sentir qu'il pouvait nous congédier n'importe quand, se souvient-il. Il fallait être constant, rapide, docile, tout cela pour 6,25 \$ l'heure. »

Et depuis une semaine, Saudi fait 7 \$ l'heure, ce qui, selon ses calculs, devrait lui laisser un peu d'argent pour « faire la fête ».

Songe-t-il à retourner aux études ?

« J'y pense parfois », répond-il sans grande conviction.

La chance sourit à Gabriela

Broad Street pénètre au cœur

du centre-ville, où s'élève le Capitole conçu par Thomas Jefferson. Les législateurs de la Virginie y siègent moins de deux mois par année, une illustration du rôle limité du gouvernement local dans l'économie de l'État, où le salaire minimum fédéral de 5,15 \$ de l'heure est en vigueur.

L'an dernier, des élus ont tenté en vain de relever ce plancher, comme l'ont déjà fait plusieurs États américains. Cette année, ils reviennent à la charge, mais l'opposition à une telle mesure demeure forte.

« La Virginie est un État conservateur », explique Brian Turner, politologue au Randolph-Macon College. « Ils ne le diront pas en public, mais certains élus croient qu'il ne devrait pas y avoir de salaire minimum. À leur avis, le marché devrait avoir le dernier mot. »

Plus de 150 000 travailleurs gagnent 5,15 \$ de l'heure en Virginie, selon Cathy Woodson, du Virginia Organizing Project, un groupe voué à la défense des plus démunis. Jusqu'à tout récemment, Gabriela Benavides faisait partie de ce groupe. Elle travaillait 32 heures par semaine comme hôtesse dans un restaurant.

« Si mon patron avait pu, il m'aurait payée encore moins que 5,15 \$ de l'heure », dit l'étudiante de 19 ans, qui fréquente le J. Sergeant College. « Je devais desservir les tables en plus de faire mon travail d'hôtesse. C'était trop. »

Aînée d'une famille de trois enfants, Gabriela n'a pas le choix de travailler. Sa mère gagne le salaire minimum comme femme de ménage. Son père touche environ 10 \$ de l'heure dans la construction. Ensemble, ils ne font pas assez d'argent pour payer les droits de scolarité de leur fille.

Face à un contexte semblable, plusieurs camarades de Gabriela ont abandonné leurs études et accepté des emplois plus ou moins bien payés. « Dans mon *high school*, sur 80 élèves hispaniques, seuls huit ont gradué, dit-elle. Et sur ce nombre, seuls trois sont inscrits au collège ou à l'université. »

Et l'étudiante d'ajouter : « Souvent, ce sont les parents qui poussent leurs enfants à travailler. Ils ont besoin de l'argent. Ils n'ont pas la bonne perspective. Il n'y a rien qui batte l'éducation. »

Récemment, la chance a souri à Gabriela. Elle s'est trouvée un nouvel emploi dans une épicerie hispanique qui la paie 7,30 \$ de l'heure. Elle travaille également à la Chambre de commerce hispanique qui, en retour, paie ses droits de scolarité.

Prêt à travailler chez McDonald's

En revanche, la chance semble avoir abandonné Darnell Branch, 44 ans. Son dernier emploi régulier remonte aux années 80. Il travaillait à l'époque comme homme d'entretien dans une usine de DuPont et touchait 6,70 \$, un salaire qui lui semble aujourd'hui faramineux.



Elvias Rios vit dans un refuge avec sa fille Rosa. Employée comme manutentionnaire dans un entrepôt, elle gagne le salaire minimum et attend beaucoup d'un projet de loi démocrate visant à l'augmenter.

EMILE WAMSTEKER, THE NEW YORK TIMES

SOMMAIRE

Amusez-vous!	LP AFFAIRES 6
Astrologie du jour	ACTUEL 6
Décès	ACTUEL 8
Forum	A 12 et 13
Grille blanche	RADAR 10
Horaire télévision	RADAR 4
Loteries	A 8
Monde	A 11
Personnalité	A 14
Petites annonces	ACTUEL 6 et 7
Poker	SPORTS 4
Sudoku	LP AFFAIRES 5
Supergille	RADAR 12

Météo

Ensoleillé en après-midi, maximum -10, minimum -22. SPORTS 9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL ?

commentaires@lapresse.ca

Le Congrès déchiré sur une possible hausse

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

RICHMOND, Virginie — « C'est un bond en avant », disait lundi Darnell Branch, un ouvrier journalier de Richmond, en parlant du vote de la Chambre des représentants sur le salaire minimum.

Ce vote, survenu quelques jours plus tôt à Washington, devait faire passer le salaire minimum fédéral de 5,15 \$ à 7,25 \$, le premier relèvement du genre depuis 1997.

Mais la joie de Darnell Branch était prématurée. Deux jours plus tard, la minorité républicaine du Sénat parvenait à bloquer la mesure démocrate. Tout comme le président républicain, elle exige qu'une hausse du

salaire minimum soit accompagnée de mesures de soutien en faveur des petites entreprises.

Or, les démocrates refusent ce marché.

Les républicains du Sénat s'opposent à une simple hausse du salaire minimum, faisant valoir qu'une telle mesure entraînerait soit une flambée des prix, soit une délocalisation des emplois.

« Pourquoi ne pouvons-nous pas faire juste une chose pour les travailleurs qui gagnent le salaire minimum, sans conditions, sans cadeaux pour les puissants ? » a demandé le sénateur Edward Kennedy.

Les républicains du Sénat

s'opposent à une simple hausse du salaire minimum, faisant valoir qu'une telle mesure entraînerait soit une flambée des prix, soit une délocalisation

des emplois. Cet argument revient à chaque fois que le sujet est débattu aux États-Unis, malgré les études démontrant que le relèvement du salaire minimum a un impact limité sur le marché du travail.

Un impact qui serait d'autant

plus limité que pas moins de 29 États américains sur 50 ont déjà relevé leur salaire horaire minimum au-dessus du minimum fédéral de 5,15 \$. À titre d'exemple, le plancher a été fixé à 7,15 \$ à New York, 7,50 \$ en Californie et 7,65 \$ au Connecticut.

Environ 5,6 millions de travailleurs, soit 4 % de la population en âge de travailler, seraient directement touchés par une hausse du salaire minimum fédéral, selon une étude de l'Economic Policy Institute.

Ce nombre dépasserait cependant les 10 millions, selon Jason Furman, économiste à la Brookings Institution, en raison d'un effet d'entraînement sur les salaires légèrement supérieurs.

SALAIRE MINIMUM, SALAIRE DE MISÈRE

DE 7,25 \$ DE L'HEURE



PHOTO RICHARD HÉTU, COLLABORATION SPÉCIALE

« C'est plus confortable que l'uniforme de McDonald's! » lance Saudi Monroe, déguisé en statue de la Liberté. L'homme de 22 ans gagne 7 \$ l'heure pour distribuer des dépliants.

« Vous savez que le coût de la vie a augmenté depuis ce temps. Et pourtant, mon salaire horaire est souvent inférieur à ce qu'il était dans les années 80 », dit Darnell, qui travaille pour USA Staffing, une agence de place-

ment de personnel temporaire. S'il travaillait à temps plein au salaire minimum, Darnell Branch pourrait gagner 9893 \$ par année, ou 824 \$ par mois, après déductions. C'est à peine plus que le seuil de pauvreté fédéral de

9570 \$ pour une personne vivant seule en Virginie.

Mais Darnell Branch n'a pas travaillé 40 heures par semaine depuis près de 20 ans. Il se considère d'ailleurs chanceux lorsqu'il peut accumuler plus de huit heures de travail par semaine.

« Il n'est pas facile de trouver un emploi à Richmond », dit le natif de cette ville de 200 000 habitants, où le taux de chômage officiel se situe à 3 %. « Je suis

à un journaliste, avant, pendant ou après leur quart de travail.

« Si vous avez des questions, posez-les à notre gérant », dit l'une d'elles, âgée dans la quarantaine, lors d'une pause.

Les McDonald's de Richmond paient leurs employés entre 6,25 \$ et 6,75 \$ l'heure. Aussi modeste soit-il, ce salaire est généralement supérieur à celui que touchent plusieurs femmes de ménage dans les hôtels de la ville. Ces dernières préfèrent éga-

fait notamment valoir que les « travailleurs pauvres » ne représentent que 10 % des personnes touchant le salaire minimum.

Quand la Chambre de commerce parle de « travailleurs pauvres », elle fait allusion à ceux qui, tout en ayant un emploi, vivent sous le seuil de la pauvreté. Mais la définition du seuil de la pauvreté est arbitraire, selon Tabia Ware, qui parle par expérience.

« Ma mère vit dans la maison que sa mère a construite », raconte Tabia, une travailleuse sociale à l'emploi d'un centre d'aide pour les sans-abri à Richmond. « N'ayant aucune formation technique, elle a dû accepter les emplois qui se présentaient à elle, chez Hardee's, à la station d'essence du coin, etc. Même si elle a toujours

gagné plus que le salaire minimum, elle n'a jamais touché plus de 7 \$ de l'heure. »

« Je me souviendrai toujours quand elle est passée à 7 \$ de l'heure », ajoute Tabia, qui est la première de sa famille à décrocher un diplôme universitaire. « Elle m'a appelée, tout excitée, pour me dire qu'elle avait eu une augmentation de salaire. Je pensais qu'elle était rendue à 10 ou 12 \$ de l'heure. Elle m'a dit : "Non, je suis rendue à 7 \$". Mon cœur a flanché. Elle venait de passer de 6,75 \$ à 7 \$, et c'était comme si elle venait de décrocher la lune. En fait, après les impôts, elle ramenait moins d'argent à la maison. »

« Ils ne le diront pas en public, mais certains élus croient qu'il ne devrait pas y avoir de salaire minimum. À leur avis, le marché devrait avoir le dernier mot », explique un politologue.

parfois un peu découragé, mais je ne me laisse pas abattre. »

Darnell vit encore chez sa mère, une veuve dont la maison est payée. Il rêve d'un emploi régulier qui lui permettrait de se louer une chambre en ville. Il ne boit pas, ne fume pas et ne touche pas à la drogue.

« Je serais prêt à travailler dans un McDonald's, mais la plupart d'entre eux n'acceptent même pas les candidatures », dit-il.

En fait, à Richmond, les McDonald's et les autres restaurants du genre emploient surtout des femmes. Celles-ci semblent vivre dans une certaine peur, refusant de parler de leurs conditions de travail

lement garder le silence sur leurs conditions de travail.

« Mon cœur a flanché »

Mais qui donc gagne encore le salaire minimum en Virginie? Dans 90 % des cas, selon une étude de l'EPI (Employment Policy Institute), ce sont soit des adolescents vivant chez des parents, soit des adultes sans enfant, soit des travailleurs qui gagnent ainsi un salaire d'appoint.

En Virginie, les adversaires d'une hausse du salaire minimum citent souvent cette étude réalisée par l'EPI, un groupe de recherche basé à Washington. À Richmond, la Chambre de commerce



PHOTO KEITH MEYERS, THE NEW YORK TIMES

Richard Pyne, sa femme Suzanne et leur fille Kristinlyn ont vécu un mois dans cette voiture, en mars 2006 à Philadelphie. Selon le National Low Income Housing Coalition, en 2005, pour la première fois de l'histoire, un travailleur au salaire minimum n'avait pas les moyens de se payer un appartement d'une chambre nulle part aux États-Unis aux taux du marché.

Un minimum de 10 \$ l'heure au Québec ?

Une hausse importante du salaire minimum pourrait nuire à l'emploi

LOUISE LEDUC

Au Québec, le salaire minimum est à 7,75 \$ l'heure, et à 7 \$ pour les employés à pourboire. Alors que de nombreux groupes sociaux et le parti Québec solidaire militent pour un taux de 10 \$ l'heure à atteindre progressivement, les organisations plus près du patronat soutiennent que ce serait une très mauvaise idée.

En décembre, l'Institut économique de Montréal, par l'entremise de Nathalie Elgrably, faisait valoir qu'une hausse du salaire

minimum nuirait plutôt aux petits salariés.

« Des employeurs vont en effet juger non rentable l'embauche de travailleurs dont la faible productivité est inférieure aux coûts désormais plus élevés qu'ils occasionnent. Cela les confine ainsi au chômage ».

M^{me} Elgrably ajoutait que près des deux tiers des travailleurs au salaire minimum sont âgés de moins de 25 ans, sont souvent encore aux études, habitent chez leurs parents « et ne sont pas pauvres ».

Esther Paquet, porte-parole de l'organisme Au bas de l'échelle, n'est pas d'accord.

« Il est vrai qu'on retrouve un nombre élevé de jeunes parmi les personnes travaillant au salaire minimum, mais il faut se rappeler que ces jeunes n'effectuent qu'une petite proportion (moins de 20 %) de l'ensemble des heures travaillées à ce taux, puisque la plupart sont encore aux études. »

Ruth Rose, professeure d'économie à l'UQAM, note par ailleurs que l'argument voulant que de nombreuses entreprises

fermeraient advenant une hausse du salaire minimum à 10 \$, par exemple, ne tient pas la route.

« Près de 90 % des emplois au salaire minimum se trouvent dans les services, notamment les restaurants. Or, le restaurant du coin de la rue n'a pas à faire face au restaurant de Pékin, mais aux restaurants de sa région, qui sont tous soumis au même salaire minimum. Et même dans les industries où il y a concurrence mondiale, quelle doit être notre stratégie? Fixer le salaire horaire à six cents au Québec? »

Le salaire minimum a très peu augmenté au Québec en 10 ans. En 1996, il était fixé à 6,70 \$.

En Ontario (à compter du 1^{er} février) et en Colombie-Britannique, le taux général du salaire minimum est de 8 \$ l'heure. Au Nouveau-Brunswick, il est de 6,70 \$ et en Nouvelle-Écosse, il se situe à 7,15 \$ l'heure.

En France, le salaire minimum est présentement de 8,27 euros, soit 12,64 \$. Dans ce pays, le salaire minimum fluctue au gré de l'inflation et du pouvoir d'achat.

HÉROUXVILLE CAUSE TOUT UN ÉMOI

Les « immigrants » de Hérouxville

Les fameuses « normes de vie » adoptées par le conseil municipal de Hérouxville font bien des remous. Ce petit village tranquille de la Mauricie a trouvé une façon originale de prendre part au débat actuel sur les accommodements raisonnables. Grâce à un sondage, il a été décidé qu'à Hérouxville « on ne lapide pas les femmes », qu'une femme « peut être soignée par un homme médecin » ou l'inverse, que dans les écoles « les enfants ne doivent porter aucune arme (...) symbolique ou non » et que les enseignants accomplissent « leurs fonctions à visage découvert ». Applaudie par de nombreux citoyens (Hérouxville croule sous les courriels élogieux), cette initiative inquiète les observateurs. Quant aux juristes, ils affirment que cette « charte » n'a aucune valeur.



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE ©

À Hérouxville, tout le monde connaît Samuel, 7 ans, un petit Haïtien adopté en bas âge par une famille du village. Les autres « immigrants » sont une famille d'origine dominicaine, un Français, un Américain et une famille... de la Nouvelle-Écosse.



MARIO GIRARD

Samuel était très heureux hier matin. Caché dans un igloo improvisé au fond de sa cour, le garçon de 7 ans se tenait loin des discussions que ses parents avaient depuis le lever. Car à Hérouxville hier, on n'en avait que pour une chose: le fameux « code de vie » que le conseil municipal venait d'adopter et que *La Presse* rapportait à sa une.

À Hérouxville, tout le monde connaît Samuel. Le petit coquin qui distribue des sourires à la volée est le seul Noir de son village. Le seul? Pas tout à fait, il y a aussi une famille d'origine dominicaine qui habite non loin de chez lui. Il y a aussi parmi les « immigrants » un Français, un Américain et une famille... de la Nouvelle-Écosse.

« Je ne voudrais pas qu'on s'imagine que les gens de Hérouxville sont racistes. S'il y avait des femmes musulmanes qui devaient venir s'installer ici, je les accueillerais à bras ouverts. Je trouve juste plate qu'elles doivent porter un voile. »

Mais chose certaine, Samuel représente actuellement l'unique « minorité visible » de son école, qui rassemble environ 75 élèves. « Tout le monde ici savait que je voulais tomber enceinte et que ça ne marchait pas, raconte sa mère, Julie Mercier. Quand j'ai fait une demande d'adoption et que j'ai su que ça allait être un petit Haïtien, ça s'est rapidement su. Le lendemain de l'arrivée de Samuel, je l'ai installé sur le comptoir de l'épicerie que possédait mon père et tout le village a défilé pour venir le voir. Les gens étaient curieux et c'est normal. »

Julie Mercier fait partie des citoyens de Hérouxville qui pensent que le conseil municipal de son village a eu raison d'établir cette liste de « normes » officielles. « Je ne voudrais pas qu'on s'imagine que les gens de Hérouxville sont racistes, dit-elle. S'il y avait des femmes musulmanes qui devaient venir s'installer ici, je les accueillerais à bras ouverts. Je trouve juste plate qu'elles doivent porter un voile. »

300 courriels à l'heure

Le conseiller municipal André Drouin est l'instigateur de ce projet qui a pris la forme d'un document officiel en route pour cinq

ministères provinciaux et deux ministères fédéraux. Rencontré dans sa paisible demeure en bordure du lac Castor, l'homme n'en revenait pas de l'impact que prenait cette affaire.

« Depuis 6 h ce matin, on reçoit 300 courriels à l'heure, dit-il. Et ils sont pour la grande majorité très favorables. Ça vient de partout. On a même reçu des courriels de la France et de l'Australie. » En soirée hier, le site Internet de la municipalité avait reçu 1700 courriels.

Cette forte réaction s'explique facilement, selon André Drouin. « On a demandé au peuple ce qu'il pensait, c'est cela le secret. Je trouve qu'on dialogue trop. Moi les droits, j'ai de la misère avec ça. Je préfère parler de devoirs et d'obligations. Chaque fois que vous donnez des droits à quelqu'un, vous ajoutez une brique aux murs qui l'emprisonnent. »

Quand on rappelle à André Drouin que les désirs du « peuple » ne reflètent pas toujours la voix des minorités, il s'arrête deux secondes avant de reprendre. « Moi je ne vois pas de minorités, dit-il. Si tout le monde s'intègre aux autres, il n'y aura pas de minorités. »

Le conseiller municipal a confié que durant la matinée d'hier il avait été approché par un parti politique. « Je ne vous en dis pas plus, dit-il. Tout ce que je peux ajouter c'est que j'ai répondu à celui qui m'a téléphoné que le jour où ils mettront leurs culottes, je m'intéresserai à eux. »

André Drouin espère maintenant que ce document jouira d'une quelconque reconnaissance sur le plan juridique ou constitutionnel. Et si ce document n'avait aucune valeur « Ça, mon cher monsieur, c'est ce que j'attends de voir. Et si c'est le cas, la terre entière va le savoir. »

C'est génial

Au Marché Gervais, la principale épicerie du village, les citoyens rencontrés applaudissaient tous l'initiative de leur municipalité. « Si des gens de l'extérieur décident de venir s'établir chez nous, c'est à eux de s'accommoder, dit Charles Dumont, un éleveur de lapins de 28 ans. C'est le gros bon sens, il me semble. »

« On a l'impression que c'est un message d'intolérance, dit Jocelyne Gervais, la copropriétaire de l'épicerie. En fait, c'est le contraire. Ça respecte tous les individus. Moi je trouve cela génial », ajoute-t-elle.

La maman de Samuel trouve elle aussi que les habitants de Hérouxville sont très tolérants à l'égard des étrangers. Elle affirme que son fils n'a jamais été victime d'insultes de la part de ses camarades de classe. « Au fond, il est tellement protégé ici que je me dis qu'il faudra bien un jour le préparer à ce qui l'attend plus tard ailleurs », dit Julie Mercier.

Ridicule, surréaliste, grotesque!

La démarche des élus de Hérouxville en inquiète plusieurs

MARIANE LACOURSIÈRE

Le règlement adopté par les conseillers municipaux de Hérouxville a fait dresser les cheveux sur la tête à de nombreux spécialistes du droit et de l'accommodement raisonnable, hier.

« Les normes vont contre la Charte canadienne des droits et libertés et sont donc inconstitutionnelles », affirme l'avocat Jean-Claude Hébert. Selon lui, les élus n'ont pas consulté d'avocat avant de rédiger leur règlement. « On dirait que ça a été voté sur le coin de la table! On voit la naïveté du propos et c'est risqué qu'ils ne se couvrent de ridicule », dit-il.

Surréaliste, grotesque, ubuesque... En lisant la manchette de *La Presse*, hier, la vice-doyenne de la faculté d'éducation permanente de l'Université de Montréal et ancienne consultante en conflits culturels, Rachida Azdouz, a tout d'abord été choquée. Puis, son analyse de la situation l'a troublée. « Malgré les nombreux débats sur l'accommodement raisonnable, les préjugés sont encore présents », déplore-t-elle.

M^{me} Azdouz croit que le cas de Hérouxville illustre l'immense

clivage qui sépare Montréal des régions du Québec. « On vante souvent le multiculturalisme québécois, mais ce phénomène n'existe qu'à Montréal. En région, le degré d'ignorance envers les immigrants est beaucoup plus grand, car il n'y en a pas! » explique-t-elle.

Selon M^{me} Azdouz, les normes de Hérouxville s'inscrivent dans une nouvelle tendance inquiétante. « Depuis que Mario

« Même si ce n'est l'opinion que d'une minorité, il faut réaliser que certaines personnes semblent effrayées par les communautés culturelles. Il faut continuer le travail de sensibilisation. »

Dumont s'est prononcé sur les accommodements raisonnables, une vanne a été ouverte au Québec. Après des années de rectitude politique en matière

d'immigration, on dirait que c'est à qui sera le plus courageux et le moins *politically correct*. C'est dangereux », dit-elle.

Le ministère de l'Immigration du Québec a refusé de commenter la situation, hier.

La faute aux médias

Selon Tanya St-Jacques, du Comité écoles et communauté, le gouvernement ne doit pas prendre l'incident de Hérouxville à la légère. « Même si ce n'est l'opinion que d'une minorité, il faut réaliser que certaines personnes semblent effrayées par les communautés culturelles. Il faut continuer le travail de sensibilisation », commente-t-elle.

Il faut aussi s'attaquer aux médias, croit le président du Comité consultatif sur l'immigration et l'accommodement raisonnable en milieu scolaire, Bergman Fleury. Ce dernier déplore que les journalistes ne rapportent que les cas d'accommodements qui donnent raison aux minorités, comme l'affaire des vitres givrées du YMCA.

« Certains élèves ont déjà voulu avoir un lieu de prière pour hom-



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE ©

Le conseiller municipal André Drouin, instigateur du projet, n'en revient pas de l'impact que prend cette affaire.

mes uniquement, dans des écoles. On a toujours refusé car l'égalité des sexes n'est pas négociable au Québec. Mais ces cas n'ont jamais fait les manchettes », expose-t-il.

Même si beaucoup reste à faire avant que tous les préjugés ne soient abolis, M^{me} Azdouz reste optimiste. « Le Québec laïque est jeune. L'équilibre que l'on cherche est atteignable. Il faut simplement poursuivre le dialogue », dit-elle.

Un président pantois

Pour sa part, le président de la Fédération québécoise des municipalités, Bernard Généreux, est resté pantois devant l'initiative des élus locaux. « Je ne pense

pas qu'on aura une invasion de talibans dans le prochain mois », a-t-il lancé avec ironie.

« C'est la première fois que je vois une municipalité dire que ceux qui veulent venir s'établir ne pourront lapider leurs femmes. C'est un bizarre de message. Et ça sort de l'entendement. Comme si tous les immigrants lapidaient! » s'est indigné M. Généreux, qui est aussi maire de Saint-Prime au Saguenay-Lac Saint-Jean.

« Tout cela relève davantage du Code criminel que d'une réglementation municipale », a conclu le président.

— avec la collaboration de Pierre-André Normandin, *Le Soleil*



STÉPHANE LAPORTE

COLLABORATION SPÉCIALE

Venez voir mon blogue! cyberpresse.ca/laporte

CHRONIQUE

La plus grosse peur de mon enfance

Vendredi, c'est journée pédagogique à l'école. Je m'en vais chez Eaton avec ma mère. Ça arrive une fois par saison. Faut m'acheter des nouveaux chandails et des nouveaux pantalons.

Aller chez Eaton à 6 ans, c'est une expédition. Une aventure. Presque une épreuve. D'abord, il faut prendre l'autobus. Mon école est en face de la maison. Je ne prends jamais l'autobus. Quand on va quelque part normalement, c'est toujours dans l'auto de papa. Mais aujourd'hui papa travaille. Il faut se débrouiller sans lui.

On attend le bus au coin de la rue. Il fait froid. Très froid. Il y a cinq personnes avec nous. Qui attendent aussi. En rang. Personne ne se parle. Tout le monde a les yeux rivés vers l'autobus qui n'arrive pas. La fumée nous sort de la bouche. On est comme des petites autos. Des petites cheminées. Les autos roulent devant nous sans s'arrêter. Sans un souci pour les gens à pied. C'est en attendant l'autobus que l'on voit l'injustice passer.

Le 24 finit par arriver. Je monte les trois marches. Et je me dépêche de mettre mon petit ticket orange dans le réceptacle. Je suis pressé, car je veux arriver à mon siège avant que l'autobus ne redémarre. Sinon, je risque de me rendre tout au fond. J'ai beau tenir la main de

ma mère, je n'ai pas assez d'équilibre pour lutter contre la force d'accélération du véhicule. Et maman est trop petite pour me retenir. La dernière fois, je me suis assis sur un gros monsieur, sans faire exprès. L'autobus avait tourné carré.

Première étape réussie, je suis bien assis dans l'autobus. À côté de la fenêtre. En face de moi, il y a deux vieilles dames et un ado. Ici non plus, personne ne se parle. À 6 ans, l'indifférence, c'est une chose à laquelle on n'est

Bien sûr, on pourrait prendre l'ascenseur, mais ma mère ne veut pas. Elle dit que je suis capable. Alors je n'ai pas le choix de la suivre. Je suis au bout de sa main.

pas encore habitué. Ça fait un peu peur, tous ces étrangers qui ont l'air de tellement s'ennuyer.

C'est le temps de débarquer. On sort par la porte de côté. Pas celle près du chauffeur. Celle plus loin. Avec le petit panneau battant. Elle me fait rire, cette porte. J'ai toujours l'impression, quand on sort par là, qu'on joue un tour au chauffeur. Comme si on s'évadait en plein trajet. Je sais qu'il faut tirer sur la petite corde avant de s'en aller pour l'avertir. Mais

c'est toujours rigolo de ne pas sortir par où on est entré.

Bon, un autobus de pris, un autre à prendre. J'ai dans ma petite mitaine ma correspondance. Ma sœur a dit qu'on pouvait se rendre au centre-ville directement en métro. Mais ma mère n'aime pas le métro. Elle aime l'air. C'est pour ça qu'on est à Atwater à se geler les oreilles. À nouveau.

Le deuxième bus arrive. Vite, s'asseoir avant son départ. Oups, manqué. Je fais le tour du poteau

coache. Un coup qu'elle est passée, elle me dit « vas-y » quand c'est mon tour. Ça fonctionne. Quand il n'y a pas un pressé qui pousse trop fort la porte. Alors là, j'en suis quitte pour un autre tour.

Encore un peu étourdi, on s'en va au rayon des garçons. Ma mère me choisit des pantalons. Elle veut que je les essaie. J'aime pas ça essayer. Ma mère me dit que ça ne donne rien de m'amener si je n'essaie pas. À 5 ans, j'aurais pleuré d'être contrarié. Mais maintenant je suis grand, j'ai 6 ans, et je ne fais que boudier.

Les pantalons achetés, ma mère veut aller au cinquième prendre un café. J'angoisse. Marcher dans un autobus en marche, ça va. Être détourné par une porte tournante, ça va aussi. Mais prendre un escalier roulant, c'est trop pour moi. J'y ai rêvé toute la nuit. Il y a des enfants qui ont peur du Bonhomme Sept Heures, du marchand de sable ou du diable, moi j'ai peur des escaliers roulants. Pour moi, c'est un monstre à grandes dents qui risque de t'avalier. Je les hais.

Bien sûr, on pourrait prendre l'ascenseur, mais ma mère veut pas. Elle dit que je suis capable. Alors je n'ai pas le choix de la suivre. Je suis au bout de sa main.

On en prend un premier. L'en-

trée est stressante. Il faut que je sois bien synchronisé avec maman. Pour prendre la marche à temps. Avant qu'elle ne soit partie. La montée est épuisante. La rampe est tellement glissante et elle bouge tout le temps. En plus, il faut savoir la laisser à temps. Car le plus risqué, le plus infernal, c'est la sortie. Comment quitter ce manège? Impossible de rester dedans et de partir quand on est prêt. Comme pour les portes tournantes. Si tu ne débarques pas avant que la marche disparaisse, tu vas disparaître avec elle dans le plancher, c'est certain. Chaque fois qu'on est rendu à un niveau, mon cœur s'arrête. Je panique. J'ai peur que mes jambes restent figées. Heureusement, maman me tire. Et je parviens à en sortir. Mais il faut en prendre un autre.

Je n'ai qu'une motivation pour m'aider à traverser ce cauchemar. Arrêter à l'étage des disques pour acheter le dernier Bécand ou le dernier Charlebois. La musique adoucit les marches.

Ma peur des escaliers roulants m'a jamais quitté. J'ai toujours cru que j'avais tort de donner raison aux angoisses du petit enfant en moi. Jusqu'à cette semaine. Un adolescent de 15 ans est mort dans l'escalier roulant du Palais des congrès. Je voudrais offrir mes condoléances à sa famille. J'ai l'impression d'avoir perdu un ami.

SUR MON BLOGUE CETTE SEMAINE

MERCREDI 24 JANVIER 2007

BACK IN VEGAS

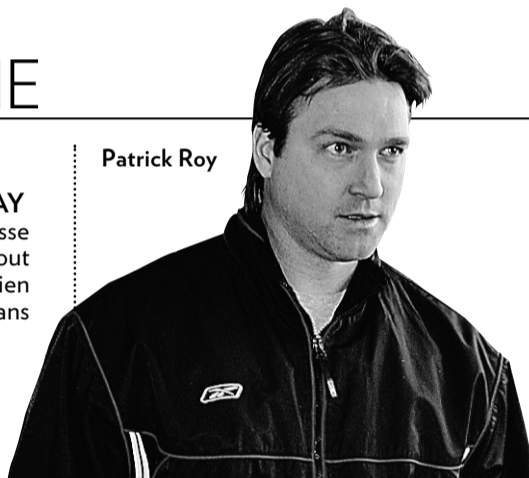
C'est ainsi que j'ai découvert cette drôle de ville qu'est Las Vegas. Elle n'a pas été fondée par un Sieur de Champlain ou un Sieur de Maisonneuve. Elle a été fondée par un mafioso. Qui avait eu la payante idée de créer la cité du péché en plein milieu du désert. Loin du monde civilisé et de la police.

JEUDI 25 JANVIER 2007

LE BANQUIER ET SHELDON SOURAY

Sachez que Sheldon Souray a eu la gentillesse d'enregistrer son mot d'encouragement tout de suite après la défaite de 8 à 3 du Canadien contre Ottawa. En plus, il avait compté dans son propre but lors de ce match!

Patrick Roy



JEUDI 25 JANVIER 2007

LA FEINTE DE PATRICK ROY

Bref y s'est rien passé. Sauf des grosses unes dans les journaux, des manchettes aux 15 minutes à la télé. Des chroniques et des blogues. Pourtant personne n'avait rien vu. Même pas sur YouTube. Y'a comme une leçon à tirer de tout ça. Calmons-nous un peu. Une rondelle ne fait pas le printemps. Et une plainte ne fait pas un crime.

Réagissez au blogue de Stéphane Laporte: www.cyberpresse.ca

Le « cycle de Doha » n'est pas mort

MAXIME BERGERON
ENVOYÉ SPÉCIAL

DAVOS — Les négociations de la « ronde de Doha » de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont repris vie, hier, à Davos.

Ce cycle de négociations, qui vise en gros une libéralisation accrue de l'économie planétaire, était au point mort depuis l'été dernier. Le dossier bute notamment sur la question des importantes subventions versées par les

pays riches à leurs agriculteurs.

Les discussions techniques n'ont pas avancé ce week-end à Davos, mais les ministres ont convenu de se rencontrer à Genève pour redémarrer la machine. Aucune échéance n'a été fixée pour cette réunion ni pour un éventuel règlement.

« Plus le temps passe, plus on est près de la date limite », a lancé en conférence de presse Pascal Lamy, secrétaire général de l'OMC, qui se dit malgré tout optimiste.

Les changements au commerce mondial proposés par la ronde de Doha auront un impact sur la vie de tout le monde, a fait valoir le ministre canadien du Commerce international, David Emerson, en entrevue à *La Presse*. D'où l'importance d'éviter un échec des négociations.

« Si nous ne parvenons pas à mettre en place l'accord de l'OMC, on devra naviguer dans un monde où les gros acteurs, comme les Américains, défini-

ront les règles du jeu en termes de croissance et de pénétration des marchés par nos entreprises », a expliqué le ministre.

Charest à Davos

Par ailleurs, David Emerson s'est dit tout à fait à l'aise avec la participation du premier ministre québécois au Forum de Davos, même si celui-ci s'est exprimé à plusieurs reprises sur des dossiers relevant du fédéral.

Jean Charest a notamment

proposé la création d'une Bourse canadienne du carbone et l'instauration d'une zone de libre-échange Canada-Union européenne pendant son séjour.

« Au Forum économique mondial, d'aussi longtemps que je me souviens, les premiers ministres viennent ici et rentrent dans la joute de pouvoir du Forum. C'est comme ça : les premiers ministres qui viennent ici et essaient de rencontrer le plus de gens influents possible », a dit le ministre Emerson.

Il salue l'initiative de Jean Charest de relancer les débats sur un éventuel accord bilatéral avec l'Union européenne.

PONTIAC CARBUREZ À L'ÉMOTION

OBTENEZ-EN PLUS AVEC LA PONTIAC G5 ÉDITION SPÉCIALE (INCLUANT LES 000H ET LES AAAH !)

- Essuie-glaces à balayage intermittent
- Lecteur CD et MP3, prise audio auxiliaire
- Moteur 2,2 L 4 cyl. ECOTEC à DACT de 148 HP
- Régulateur de vitesse
- Climatiseur
- Glaces, verrouillage et rétroviseurs à réglage électrique
- Ouverture du coffre à réglage électrique
- Télédéverrouillage
- Centre d'information pour le conducteur
- Banquette arrière à dossier divisé 60/40 rabattable et trappe d'accès au coffre
- Tapis protecteurs, fini moquette
- Aileron arrière
- Colonne de direction inclinable

G5 SE

L'ÉVÉNEMENT ON GAGNE

Vous pourriez gagner un des 100 superbes véhicules 2007³.

MENSUALITÉ

209\$²
Comptant: 1604\$
Location: 48 mois

229\$² Comptant: 687\$
Location: 48 mois

244\$² Comptant: 0\$
Location: 48 mois

Préparation et frais de transport de 1095\$ INCLUS

PONTIAC BUICK GMC

gmcanada.com

LA GARANTIE DE 160 000 KM DE GM
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS

160 000 KM 5 ANS SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR GARANTIE LIMITÉE¹ + 160 000 KM 5 ANS AVEC TRANSPORT DE COURTOISIE² + 160 000 KM 5 ANS AVEC ASSISTANCE ROUTIÈRE³

Informez-vous au sujet des 3 mois d'essai gratuit du service XM⁴.

GM paie les 2 premières mensualités⁵!

345655A

L'Association des concessionnaires Pontiac-Buick-GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf 2007 suivant : G5 SE (2AL6B)(USA). Le modèle illustré comprend certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. 1. Selon la première éventualité. Les camions poids moyens sont exclus. 2. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. Frais de transport et préparation inclus. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15 \$/km après 80 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. 3. Aucun achat requis. Le concours est ouvert aux résidents du Québec qui sont majeurs dans leur province de résidence. Le concours prend fin le 28 février 2007. À l'ouverture du concours, les véhicules de l'année modèle 2007 suivants seront disponibles comme prix : Chevrolet - Avo, LS, berline/voiture; Cobalt LT, berline/coupe; Avalanche LS, Silverado LT, 1500 multipiace; Pontiac-Buick-GMC - Wave berline/voiture, Lucerne G5, Acadia SLE, Sierra SLE, 1500 multipiace; Saturn - Aura XE, Outlook XE 4RM, Sky Red Line. Les gagnants d'un prix constitué d'un véhicule recevront un véhicule (transport, taxes selon le poids, taxe sur le climatiseur, taxes de vente, taxe écologique, TV, FPS et TVA applicables incluses). Les véhicules devront être choisis parmi ceux disponibles chez le concessionnaire chez qui le participant s'est inscrit au concours le ou avant le 28 février 2007. Le véhicule remis en prix peut être différent de celui montré. Les gagnants potentiels devront répondre concrètement à une question réglementaire d'ordre matérielle. Les chances de gagner un véhicule fluctuent pendant la période du concours en fonction du nombre de participants inscrits. En se basant sur 500 000 participations, les chances de gagner un des véhicules assignés à une question réglementaire d'ordre matérielle sont de 1 sur 5 000. 4. Pour plus de renseignements, visitez gmcanada.com. Le nom XM et ses logos sont des marques déposées de XM Satellite Radio Inc. 5. La GMAC effectuera les deux premiers versements mensuels des véhicules assignés à une question réglementaire d'ordre matérielle jusqu'à concurrence de 600 \$ par mois (taxes comprises). Cette s'applique aux contrats Location GMAC d'une durée de 24 à 60 mois seulement. (jusqu'à concurrence de 600 \$ par mois (taxes comprises)). Selon, la GMAC effectuera les deux premiers versements mensuels des contrats de financement GMAC d'une durée maximale de 72 mois seulement, jusqu'à concurrence de 600 \$ par mois (taxes comprises). Cette s'applique aux contrats Location GMAC et contrats de financement GMAC. Les frais de permis, d'assurance, d'immatriculation et de taxes ne sont pas compris et peuvent être exigibles au moment de la signature du contrat de location. Le programme n'est pas offert aux personnes qui ont un appât de crédit d'un autre crédit de GMAC. Les véhicules sont remis en prix à la livraison. Les gagnants potentiels doivent être âgés de 18 ans ou plus au moment de leur inscription au concours. Pour de plus amples renseignements ou pour obtenir le règlement complet du concours, passez chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800-463-7488 ou visitez gmcanada.com.

Hâtez-vous!
CETTE PROMOTION SE TERMINE AUJOURD'HUI!

BRAULT & MARTINEAU
 10 grands magasins
 braultetmartineau.com
 On s'occupe de vous

Achetez & recevez!

Achetez tout sofa **elran** ou **REIAXON** et recevez **GRATUITEMENT** un fauteuil assorti

À l'achat de ce sofa



GRATUIT!
 Ce fauteuil berçant et inclinable d'une valeur de **1089\$**



REIAXON
 par/ by elran

Mobilier de salon inclinable de style transitionnel avec sièges, dossiers et accoudoirs en cuir
 Choix de couleurs
 Livraison gratuite
 Causeuse aussi offerte 44,42\$/mois ou 1599\$
 Lampe de table 159\$
 Tapis 163 x 234 cm (64 x 92 po) . . 489\$

52⁷⁵\$ /mois ou **1899\$** Sofa



À l'achat de ce sofa



GRATUIT!
 Ce fauteuil berçant et inclinable d'une valeur de **749\$**

REIAXON
 par/ by elran

Mobilier de salon inclinable de style contemporain
 Choix de couleurs. Aussi offert en cuir. Voir prix en magasin
 Livraison gratuite
 Causeuse aussi offerte. 27,75\$/mois ou 999\$
 Lampe de table 169\$
 Tapis 160 x 231 cm (63 x 91 po) 369\$

33³¹\$ /mois ou **1199\$** Sofa



À l'achat de ce sofa



GRATUIT!
 Ce fauteuil berçant et inclinable d'une valeur de **829\$**

elran

Mobilier de salon inclinable de style moderne avec coussins moelleux
 Choix de couleurs
 Livraison gratuite
 Causeuse aussi offerte. 36,08\$/mois ou 1299\$
 Tapis 160 x 231 cm (63 x 91 po) 319\$

44⁴²\$ /mois ou **1599\$** Sofa



À l'achat de ce sofa



GRATUIT!
 Ce fauteuil berçant et inclinable d'une valeur de **1029\$**

elran

Mobilier de salon inclinable de style transitionnel avec sièges, dossiers et accoudoirs en cuir
 Choix de couleurs
 Livraison gratuite
 Causeuse aussi offerte. 38,86\$/mois ou 1399\$
 Étagère escalier 199\$
 Tapis 160 x 231 cm (63 x 91 po) 429\$

49⁹⁷\$ /mois ou **1799\$** Sofa



Saviez-vous que tous les accessoires de décoration qui accompagnent les meubles de cette annonce sont disponibles en magasin?
 Voyez notre vaste sélection de vases, d'arrangements floraux, de bibelots, de cadres et d'accessoires divers en magasin.

36 VERSEMENTS SANS INTÉRÊT + JUSQU'EN JANVIER 2010
 SUR LES MEUBLES, MATELAS, ÉLECTROMÉNAGERS ET APPAREILS ÉLECTRONIQUES

Livraison gratuite 7 jours sur 7 dans un rayon de 200 km*

HEURES D'OUVERTURE
 Lundi au vendredi 9h à 21h
 Samedi 9h à 17h
 Dimanche 10h à 17h

BROSSARD Tél. : 450 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
GATINEAU Tél. : 819 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Prom. de l'Outaouais)
KIRKLAND Tél. : 514 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LASALLE Tél. : 514 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
LAVAL Tél. : 450 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)

REPENTIGNY Tél. : 450 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
ROCK FOREST Tél. : 819 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)
SAINT-HUBERT Tél. : 450 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Prom. St-Bruno)
SAINT-LÉONARD Tél. : 514 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
SAINTE-THÉRÈSE Tél. : 450 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)



*Prix en vigueur du lundi 22 janvier au dimanche 28 janvier 2007. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation (C.D.L.). Détails en magasin. *Détails en magasin.
 *Termes et conditions de la vente : achat minimum requis de 299\$ avant taxes pour les appareils électroniques et de 499\$ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers. Ne payez que les taxes de vente au moment de l'achat. Sujet à l'approbation du crédit. Le montant de votre achat sera réparti en 36 versements égaux, sans frais ni intérêt, débutant le mois suivant votre achat. Détails en magasin.

SUITES DE LA UNE

Harper engage les hostilités contre Dion

HOSTILITÉS

suite de la page A1

L'offensive publicitaire des conservateurs commencera aujourd'hui. La politique du gouvernement Harper en matière d'environnement, la mission canadienne en Afghanistan et le règlement du déséquilibre fiscal seront les principaux sujets à l'ordre du jour à la Chambre des communes.

Réunis en caucus la semaine dernière afin de préparer la rentrée parlementaire, les députés conservateurs ont visionné les trois publicités vendredi. Même s'il a été un ministre influent dans les gouvernements Chrétien et Martin, M. Dion demeure une figure peu connue dans le reste du Canada. L'objectif de cette campagne publicitaire est d'influencer la perception qu'ont les Canadiens du nouveau chef libéral dès les premiers mois de son règne à la tête du parti.

L'une des publicités risque d'ailleurs d'irriter Stéphane Dion au plus au point, puisque les stratèges conservateurs utilisent des échanges virulents entre lui et Michael Ignatieff durant l'un des

débats organisés dans le cadre de la course à la direction du PLC. D'autant plus que M. Dion a nommé M. Ignatieff, bon deuxième dans la course, comme chef adjoint du PLC afin de refaire rapidement l'unité au sein du parti.

Dans l'un de ces échanges musclés, M. Ignatieff attaque le bilan de Stéphane Dion lorsqu'il était ministre de l'Environnement dans le gouvernement Martin. Il soutient que le gouvernement libéral n'a pas réussi à réduire les émissions de gaz à effet de serre, malgré ses bonnes intentions, et qu'il serait donc difficile de respecter les objectifs du protocole de Kyoto.

« Stéphane, nous n'avons pas fait le travail. Nous n'avons pas fait le travail et nous devons le faire maintenant », affirme M. Ignatieff dans l'extrait du débat repris par les conservateurs pour leur offensive publicitaire.

« C'est injuste, réplique M. Dion. Vous ne savez pas de quoi vous parlez. Pensez-vous qu'il est facile de choisir des priorités? » Le message des conservateurs se termine en disant que M. Dion n'a pas les qualités nécessaires pour diriger le pays.

M. Dion a fait du dossier environnemental son principal cheval de bataille, dans l'espoir de faire perdre des plumes au gouvernement conservateur de Stephen Harper. Jusqu'à maintenant, l'environnement a été le talon d'Achille du gouvernement Harper, mais il a entrepris au début de l'année un virage vert afin de regagner le terrain perdu dans les intentions de vote, notamment au Québec.

« La lune de miel de Stéphane Dion est terminée. Stéphane Dion a dit qu'il voulait aller en élections le plus vite possible le soir de sa victoire. Cela veut dire que nous sommes en campagne préélectorale. C'est une question de leadership et M. Dion ne l'a pas », a soutenu hier une source conservatrice pour expliquer cette offensive.

Le secrétaire d'État au Multiculturalisme et à l'Identité canadienne, Jason Kenney, présentera aujourd'hui les trois publicités aux médias dans un hôtel du centre-ville d'Ottawa.

Les stratèges conservateurs préparent aussi une campagne publicitaire en français contre le nouveau chef libéral pour le Québec. Elle devrait commencer d'ici une semaine ou deux.

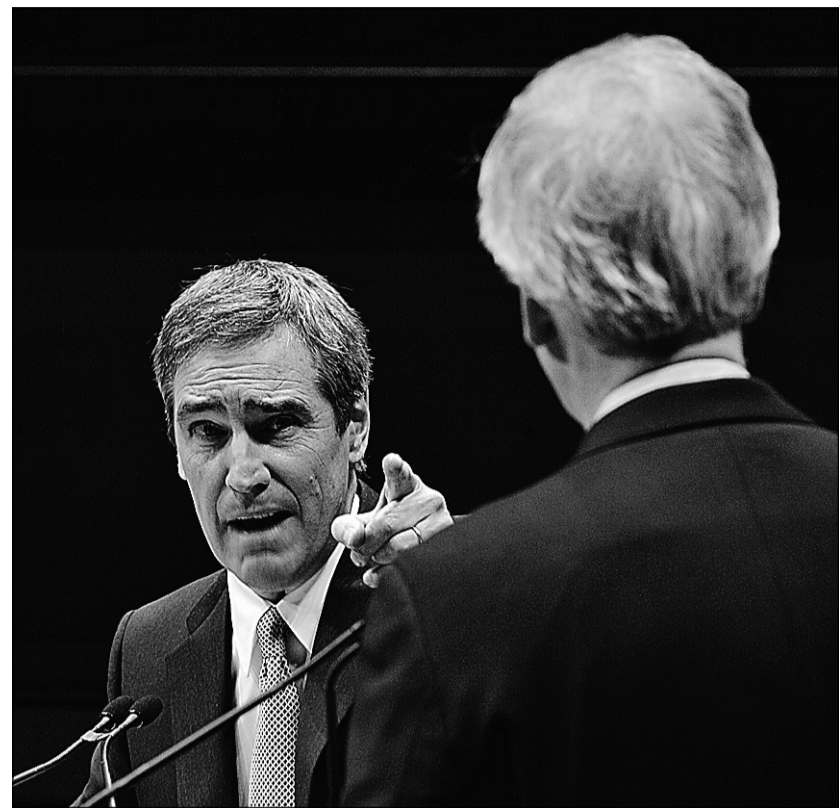


PHOTO ADRIAN WYLD. PRESSE CANADIENNE
De nouvelles publicités conservatrices montrent Michael Ignatieff qui attaque le bilan de Stéphane Dion (à dr.) en matière d'environnement, lors d'un débat pendant la course à la direction libérale.

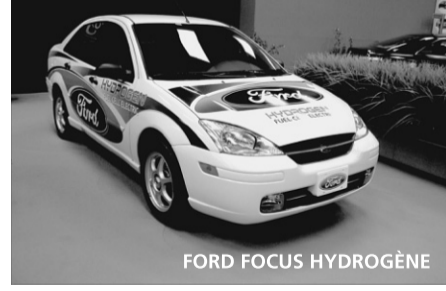
Dernière journée

SALON DE L'AUTO

PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
19-28 JANVIER 07

PRÉSENTÉ PAR

Repensés, redessinés, réinventés



ÉCOLOGIQUES,
AVANT-GARDISTES

EN ROUTE
vert
L'AVENIR

Le monde de l'auto est en pleine mutation; énergies alternatives, véhicules écologiques, découvrez toute une gamme de véhicules hybrides en plus de quelques modèles électriques; la Cleanova, la Zenn, la Silence et plus encore...

En collaboration avec
Ressources naturelles Canada

Le Salon c'est aussi plus de 650 nouveaux modèles, Le 7^e ciel et ses voitures exotiques, La fièvre du Tuning et ses bolides spectaculaires et à la demande générale, La Collection de Michel Barrette... la suite.

En collaboration avec LA PRESSE

Achetez vos billets en ligne:
www.salonautomontreal.com

Prix d'entrée (taxes incluses)	Lundi au jeudi	Vendredi au dimanche
Admission générale (13+)	12\$	15\$
Carte « Accès Montréal » ou « CAA-Québec »	10\$	13\$
Enfant 6 à 12 ans (accompagné d'un adulte)	5\$	5\$
Enfant moins de 6 ans	Gratuit	Gratuit
Forfait famille (2 admissions générales + 2 enfants de 6 à 12 ans)	30\$	34\$

2 \$ de rabais pour une admission générale du vendredi au dimanche sur présentation d'un transfert de la STM

Une réalisation de la Corporation des Concessionnaires d'Automobiles de Montréal Inc.

Heures d'ouverture
Du vendredi 19 janvier au samedi 27 janvier 10 h à 22 h
dimanche 28 janvier 10 h à 20 h

Tous les jours, la billetterie fermera 2 heures avant la clôture du Salon.

Halte-garde
SEDONA
KIA
MOTORS

Service offert gratuitement aux enfants de 2 à 10 ans

Human Rights Watch sermonne le Canada

SERMON

suite de la page A1

« Le Canada ne fait pas de faveur aux États-Unis en restant silencieux sur des choses comme Guantánamo », affirme-t-il.

« Je sais qu'il y a un effort du présent gouvernement pour améliorer les relations canado-américaines, mais ça ne

Le directeur de HRW presse par ailleurs le Canada de maintenir ses troupes en Afghanistan.

devrait pas se faire aux dépens des principes sur lesquels les deux nations sont fondées », ajoute le directeur de HRW.

Le Canada, à l'origine de plusieurs concepts pacifistes comme la « responsabilité de protéger », peut aujourd'hui plus que jamais jouer un rôle international majeur dans la défense des droits humains, croit Kenneth Roth. Selon lui, les États-Unis ont perdu toute leur crédibilité en la matière, principalement à

cause du traitement réservé aux prisonniers de Guantánamo.

« La question qui se pose maintenant, c'est de savoir qui va combler ce vide de leadership laissé par les États-Unis. Il y a deux gros choix : soit l'Union européenne, ou encore une coalition de diverses démocraties du monde entier comme le Canada », avance-t-il.

Devant la difficulté de l'Union européenne à se doter d'une politique étrangère commune, l'option d'une coalition apparaît beaucoup plus plausible, poursuit Kenneth Roth.

Afghanistan

Le directeur de HRW presse par ailleurs le Canada de maintenir ses troupes en Afghanistan afin de contrer la remontée en force des talibans, champions dans la violation des droits humains.

« Je sais qu'il y a de grandes pressions au gouvernement pour retirer les troupes canadiennes d'Afghanistan, mais ce serait une erreur, affirme-t-il. L'Afghanistan a un urgent besoin de plus de protection. »

HRW est un organisme non partisan présent un peu partout dans le monde, qui publie chaque année des dizaines de rapports. Kenneth Roth est directeur général depuis 1993.

EN BREF

Un policier veut que les enfants lisent plus

Pierre Renaud, concepteur du jeu de société Récréation, a une histoire peu banale. Policier à la Sûreté du Québec, il est devenu concepteur de jeu de société par hasard, en cherchant une façon d'augmenter l'intérêt pour la lecture chez son enfant. La motivation de celui-ci s'est accrue à un point tel que les objectifs d'apprentissage ont été dépassés. M. Renaud a ensuite lancé un jeu de société afin d'aider les élèves à lire davantage. Récréation est maintenant reconnu dans les écoles et dans les milieux en alphabétisation. Pour avancer sur le parcours, les enfants doivent lire des mots et les épeler correctement.

- Presse Canadienne

LOTOMATIQUE

Résultats des tirages du: 2007-01-27

649	06 09 17 07	12 18 20 36
	20 22 40 compl.	22 24 30 compl.

ASTRO Jour - Mois - Année - Signe
15 DÉCEMBRE 70 CANCER

3 568 4 9163

Extra 3181303* \$500,000
*décomposable dans les deux sens

Résultats des tirages du: 2007-01-26

7/7	0	5 000 000,00 \$
6/7+	0	158 586,20 \$
6/7	85	1 865,70 \$
5/7	5 406	99,70 \$
4/7	114 015	10,00 \$
3/7+	104 176	10,00 \$
3/7	956 235	Participation gratuite
	Prochain gros lot (appr.):	10 000 000 \$
	Ventes totales:	13 809 434 \$

En collaboration avec

LOTOTAL 5,6 MILLIONS \$ EN LOTS!

En cas de départé entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Service d'abonnement aux loteries sur terminal. Abonnez-vous et aidez un organisme sans but lucratif!

1 866 628-4783 LOTOMATIQUE

Courez-vous un risque cardiovasculaire ?

La clinique de l'Institut de recherches cliniques de Montréal vous propose un bilan de santé cardiovasculaire gratuit. Cet examen pourrait vous permettre de participer à une étude non-rémunérée portant sur la diminution des risques de maladies cardiaques.

Cette offre s'adresse aux personnes âgées de 35 à 70 ans qui n'ont jamais eu de maladies cardiovasculaires mais qui présentent certaines des caractéristiques suivantes :

- Tabagisme
- Taux de cholestérol élevé
- Hypertension
- Diabète
- Histoire familiale de maladie cardiaque
- Obésité

Si vous souhaitez obtenir plus d'informations, veuillez composer le 514-987-5552



ÉDUcoeur

IRCM
Institut de recherches cliniques de Montréal

Guerre en Irak : Jane Fonda remonte aux barricades

FONDA

suite de la page A1

« Je suis si triste que nous ayons encore à faire cela », a-t-elle commenté, établissant un parallèle entre les deux guerres dans « le refus de voir la réalité sur le terrain (...), le manque de réflexion dans notre approche pour la reconstruction d'un pays que nous avons détruit ».

Elle a ajouté que, cette fois, l'opposition était en croissance chez les anciens combattants, les soldats mobilisés et leurs familles.

« Cela fait 34 ans que je ne m'exprime pas dans un rassemblement antiguerre, parce que j'avais peur que, à cause des mensonges propagés sur moi (et la guerre du Vietnam), je sois utilisée pour nuire à ce nouveau mouvement antiguerre – mais le silence n'est plus une option », a lancé Jane Fonda, surnommée « Hanoi Jane » il y a une trentaine d'années pour s'être installée sur un canon antiaérien vietnamien en juillet 1972.

Jane Fonda, 69 ans, entourée notamment des acteurs et réalisateurs Sean Penn, Tim Robbins et Susan Sarandon, a déclaré que « beaucoup de gens (lui demandant) quelle est la différence entre maintenant et la guerre du Vietnam », « Je vais vous dire une énorme différence, fondamentale, a-t-elle poursuivi : il avait fallu six ans pour que les anciens combattants du Vietnam, les militaires et

leurs familles s'expriment contre la guerre, maintenant il a suffi de trois ans. »

« Nous sommes venus dire (aux responsables politiques) que s'ils ne se ressaisissent pas, et s'ils ne votent pas une résolution aussi contraignante que le bilan humain (de la guerre), nous n'allons pas les soutenir! » a lancé Sean Penn.

Cette manifestation antiguerre, exprimant la pression de la base démocrate sur les élus, intervient en pleine phase préliminaire de la campagne présidentielle, pendant laquelle les présidentiables vont

de la bannière étoilée et recouvert de bottes, en hommage aux soldats tombés en Irak. Non loin de là, une immense poubelle installée sur le Mall était recouverte de graffitis représentant les noms d'Irakiens morts depuis l'invasion de leur pays en 2003.

Selon le collectif Unis pour la paix et la justice, à l'origine de ce rassemblement, l'intérêt pour cette journée d'action a augmenté depuis l'annonce par le président George W. Bush de l'envoi de 21 500 soldats supplémentaires en Irak.

Le site du collectif a ainsi reçu plus de cinq millions de visites

(NOW). On notait aussi la présence de plusieurs membres du Congrès.

Le représentant démocrate John Conyers, président de la commission des affaires judiciaires à la Chambre, a averti à cette occasion que le Congrès disposait de leviers législatifs pour faire cesser cette guerre. « George Bush a l'habitude de limoger les responsables militaires qui lui disent que la guerre en Irak est en train d'échouer », a-t-il relevé. « Mais il ne peut pas vous limoger! »

Entre deux orateurs d'expérience, la jeune Moriah Arnold, 12

Popularité en chute libre

Par ailleurs, la cote de popularité du président américain George W. Bush a poursuivi sa dégringolade, après le discours présidentiel sur l'état de l'Union, selon un sondage du magazine *Newsweek* publié hier.

Elle enfonce même un nouveau plancher, à 30 %, selon *Newsweek*, alors que 83 % des personnes interrogées pensent que l'histoire retiendra George W. Bush comme un président moyen ou au-dessous de la moyenne. En outre, plus de la moitié (58 %) souhaiterait que le mandat de M. Bush soit déjà achevé aujourd'hui.

Les deux tiers des Américains (67 %) estiment que ses décisions sur l'Irak et dans d'autres domaines sont davantage guidées par ses croyances personnelles que par la réalité.

Selon ce sondage, 61 % des personnes interrogées se disent insatisfaites de la situation actuelle aux États-Unis; 49 % souhaiteraient qu'un démocrate succède à M. Bush à la Maison-Blanche en 2008, et seulement 28 % voudraient un prochain président républicain comme lui.

Le sondage a été réalisé du 24 au 25 janvier auprès de 1003 adultes. La marge d'erreur est de 4 %.

> VOIR LE TEXTE RENOUVEAU DU MOUVEMENT ANTIGUERRE EN PAGE A10

« Nous sommes venus dire (aux responsables politiques) que s'ils ne se ressaisissent pas, et s'ils ne votent pas une résolution aussi contraignante que le bilan humain (de la guerre), nous n'allons pas les soutenir! » a lancé Sean Penn.

à Hollywood chercher soutiens et financements.

Au même moment, des contre-manifestants exécutaient par pendaison une poupée à l'image de l'actrice, avec l'inscription « Jane Fonda traîtresse américaine ».

Aux côtés de « Hanoi Jane », les manifestants remontant le National Mall brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « Faites rentrer les troupes maintenant! », « Les renforts sont un mensonge », « Mieux vaut de l'eau propre que des bombes ».

Sur une scène dressée au milieu de la foule, un cercueil était drapé

en janvier, dont 650 000 durant la seule journée de mercredi dernier, le jour où les responsables d'Unis pour la paix et la justice ont donné une conférence de presse sur cette manifestation, la plus importante organisée à Washington depuis celle de septembre 2005.

Parmi les personnalités participant à cette marche figuraient des opposants connus à la guerre, comme les acteurs Sean Penn, Danny Glover, Susan Sarandon et Tim Robbins, le pasteur Jesse Jackson et la militante Kim Gandy, présidente de l'Organisation nationale pour les femmes

ans, a pris la parole pour dénoncer ce conflit et ses conséquences : « Nous savons maintenant que nos leaders nous ont menti ou ont dissimulé la vérité », a-t-elle lancé, debout sur la pointe des pieds pour atteindre le micro. « Par nos actions, nous sommes considérés par le reste du monde comme des brutes et des menteurs. »

Alors que la foule convergeait vers le Capitole, George W. Bush, déjà confronté à l'opposition du Congrès concernant son plan pour l'Irak, a campé sur ses positions dans un appel téléphonique au premier ministre irakien Nouri al-Maliki.

EN BREF

Mario Dumont critiqué

Trois députés libéraux de l'ouest de Montréal critiquent la récente décision de Mario Dumont d'appuyer les défusions municipales. « Mario Dumont réclame l'abolition des conseils d'agglomération, une solution magique adéquate irresponsable qui ne règlera rien des enjeux majeurs », ont déclaré hier les députés libéraux Geoffrey Kelley (Jacques-Cartier), Russell Copeman (Notre-Dame-de-Grâce) et Yolande James (Nelligan), par voie de communiqué. Ils ont rappelé que le chef de l'ADQ était en faveur des fusions forcées en 2003.

Hier, Mario Dumont a changé de position et a scellé une alliance avec quatre maires de l'ouest de Montréal. Le chef de l'ADQ s'est engagé à faire de l'abolition des conseils d'agglomération un enjeu important de sa prochaine campagne. En échange, les quatre maires traditionnellement libéraux se sont engagés à appuyer l'ADQ aux prochaines élections.

Incendie à Longueuil : deux morts

Un couple de septuagénaires est décédé dans un incendie survenu hier matin sur la rue Papineau, à Longueuil. Les deux victimes sont Françoise Charbonneau-Desmarais et Alcide Desmarais, âgés respectivement de 73 et 74 ans. Les pompiers, qui ont été avisés par un passant, ont dû combattre un puissant brasier. Selon Gaétan Durocher, de la police de Longueuil, l'avertisseur de fumée n'était pas fonctionnel. Les enquêteurs tentent toujours de déterminer les causes de l'incendie.

Décès d'un planchiste de 51 ans

Un planchiste de 51 ans est mort, hier, sur les pentes du mont Orford, en Estrie. L'incident s'est produit sur la piste la Grande Coulée, dans un endroit plat. On explique mal le décès, d'autant plus que la piste est relativement large et qu'il n'y avait aucun obstacle. L'homme, qui portait un casque, a été transporté dans un centre hospitalier de la région, où son décès a été constaté. On ne connaît pas l'identité de la victime en ce moment.

PRÉCISION

Dans son numéro d'hier, *La Presse* mentionnait que le chef péquiste, André Boisclair, « proposait de retirer le crucifix des écoles ». Il aurait fallu dire qu'il « proposait de retirer le crucifix de l'Assemblée nationale ». Nos excuses.

NOUS PAYONS LES 2 TAXES*
OU 36 VERSEMENTS ÉGAUX
SANS FRAIS NI INTÉRÊTS

Matelas BONHEUR

VENTE MASSIVE D'INVENTAIRE

SIMPLE, DOUBLE GRAND ET TRÈS GRAND FORMAT

- MISMATCH
- MODÈLES DE PLANCHER
- SURPLUS D'INVENTAIRE

PRIX FANTASTIQUES

CE QUE VOUS VOULEZ NOUS L'AVONS... ET BIEN MOINS CHER!

VOICI QUELQUES EXEMPLES:

POSTURE DELUXE FERME Double ens. 549\$ 3 pièces	Posturepedic	BONHEUR SUPREME PLATEAU COUSSIN Double ens. 829\$ 3 pièces	Grand format ens. 649\$ 3 pièces	Grand format ens. 899\$ 3 pièces
---	---------------------	--	--	--

MAXI FERME C. O. Double ens. 599\$ 3 pièces	Perfect Sleeper	EURO PLATEAU VISCO C. O. Double ens. 879\$ 3 pièces	Grand format ens. 639\$ 3 pièces	Grand format ens. 959\$ 3 pièces
---	------------------------	---	--	--

520 S EUROPLATEAU Grand format ens. 899\$ 3 pièces	MatTech	620 P PLATEAU COUSSIN Ressorts ensachés Grand format ens. 1299\$ 3 pièces	Très grand format ens. 1199\$ 5 pièces
--	----------------	--	--

MATELAS SIMPLES 110F RESSORTS SEMI-FERME 330F	LIT AJUSTABLE À partir de 999\$*
---	---

Grand format ens. 2199\$* 1099\$*	Posturepedic COLLECTION PRIVÉE ULTRA LUXURY EUROPLATEAU COUSSIN Ferme ou moëlleux	Très Grand format ens. 2699\$* 1349\$*
--	---	---



* Tous les prix incluent les deux taxes payables et l'équivalent de la TPS et de la TVQ en rabais. Sur les modèles sélectionnés. Quantités limitées. Voir les détails en magasin. Photos à titre indicatif seulement.

• Service personnalisé • Prix garantis • Livraison gratuite • Nous ramassons votre vieux matelas • mattcanada.com

15 MAINTENANT MAGASINS

- AHUNTSIC 1448 rue Fleury E.
- BLAINVILLE 757 boul. Curé-Labelle
- BROSSARD 8050 boul. Taschereau O.
- CHÂTEAUGUAY 152 boul. St-Jean Baptiste
- LACHENAUVILLE 1313 Montée Masson
- LASALLE 1734 boul. Dollard
- LAVAL 1860 boul. le Corbusier
- MONTRÉAL 5164 avenue du Parc
- N.D.G. 5201 rue Sherbrooke O.
- OUEST DE L'ÎLE 15 634 boul. Gouin O.
- REPENTIGNY 85 boul. Brien
- ST-EUSTACHE 117 boul. Arthur-Sauvé
- ST-JÉRÔME 30 rue Bélanger
- ST-LÉONARD 5836 boul. Métropolitain E.
- VAUDREUIL 980 av. Saint-Charles NOUVEAU

Matelas BONHEUR

www.matelasbonheur.ca **1 877 BONHEUR**

TOUS LES MATELAS PEUVENT ÊTRE ACHETÉS SÉPARÉMENT
• MATELAS SUR MESURE AUSSI DISPONIBLES

ÉTATS-UNIS

Renouveau du mouvement antiguerre

La majorité démocrate au Congrès donne un second souffle aux opposants à l'occupation de l'Irak

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Un nouveau mouvement antiguerre est né aux États-Unis. Il partage avec l'ancien une franche colère contre l'administration Bush, responsable à ses yeux d'un désastre en Irak. Mais ce nouveau mouvement a une autre cible : les démocrates du Congrès, devenus majoritaires à la faveur des élections de mi-mandat.

« C'est pour cela que nous marcherons autour du Capitole », disait Tom Andrews, à la veille de la manifestation à Washington pour exiger la fin de la guerre en Irak. « Nous voulons augmenter la pression sur les démocrates. »

Ex-élu du Maine à la Chambre des représentants, Andrews dirige la coalition Win Without War, qui regroupe une vingtaine d'organisations nationales, y compris le Sierra Club et la National Organization for Women.

Ce n'est pas à lui qu'on peut dire qu'il n'y a pas, aujourd'hui,

de véritable mouvement antiguerre aux États-Unis.

« Le mouvement antiguerre a dépensé énormément de temps, d'énergie et d'argent à l'élection d'un Congrès démocrate. C'était notre priorité. Aujourd'hui, notre priorité est de forcer ce Congrès à mettre fin à la guerre. Nous avons un plan d'attaque sophistiqué », a dit Andrews au cours d'une entrevue téléphonique.

En d'autres mots, le nouveau mouvement antiguerre ne se limite pas aux manifestations massives qui captent l'attention des grands médias. Il ne se limite pas non plus à une personnalité comme Cindy Sheehan, mère d'un soldat tué en Irak, qui proteste contre une guerre fondée « sur des mensonges ».

Ce mouvement s'appuie en partie sur l'Internet, qui lui permet notamment d'amasser des fonds pour ses activités. À ce chapitre, le site MoveOn.org joue un rôle crucial au sein d'une coalition appelée Americans Against Escalation in Iraq, qui comprend des syndicats et d'autres organisations.

De l'importance du lobbying

Ce nouveau mouvement antiguerre joue selon les règles de Washington, reconnaissant la nécessité de faire du lobbying pour gagner ses batailles.

« Au cours des prochains jours et semaines, nous aurons des rencontres avec les élus qui critiquent la guerre mais qui ne font rien pour l'arrêter », explique Tom Andrews, qui compte encore des amis parmi les démocrates du Congrès. « On dit souvent que les politiciens voient rarement la flamme mais qu'ils sentent toujours la fumée. Nous apportons la fumée. »

Et que diront aux élus les lob-

président. La Constitution des États-Unis donne au premier le pouvoir de déclarer la guerre et confie au second la conduite de cette guerre. Ainsi, George W. Bush peut ignorer l'opposition du Congrès et envoyer 21 000 soldats supplémentaires en Irak.

Or, selon Tom Andrews et les autres responsables du mouvement antiguerre, le Congrès doit dorénavant exercer ses pré-

2008. Quelle accusation? Celle d'avoir perdu la guerre en Irak.

Des candidats timides

Qu'il atteigne ou non son objectif, ce nouveau mouvement antiguerre devrait jouer un rôle important dans la sélection du candidat démocrate à la prochaine élection présidentielle. Parmi les principaux candidats, John Edwards, ancien sénateur et colistier de John Kerry, est le seul à parler son langage, réclamant le retrait des troupes américaines de l'Irak. En faisant allusion au dernier plan Bush, Edwards a déclaré récemment : « La décision du président est mauvaise pour l'Irak et mauvaise pour l'Amérique – et il est temps que le nouveau Congrès empêche Bush de poursuivre aussi obstinément une stratégie qui a déjà échoué en Irak. »

De loin, le nouveau mouvement antiguerre ressemble un peu à l'ancien. Plusieurs têtes familières ont d'ailleurs pris la parole hier lors de la manifestation à Washington, dont Susan Sarandon, Tim Robbins, Jesse Jackson et Jane Fonda, qui a fait partie du mouvement antiguerre original, celui contre la guerre du Vietnam.

Mais il ne faut pas se fier aux seules apparences.

« Il est temps que le nouveau Congrès empêche Bush de poursuivre aussi obstinément une stratégie qui a déjà échoué en Irak. »

byistes du nouveau mouvement antiguerre?

« Nous leur rappellerons qu'ils tiennent les cordons de la bourse, dit-il. Pour mettre fin à la guerre en Irak, ils n'ont qu'à couper les fonds. S'ils se contentent d'adopter des résolutions symboliques contre la guerre, ils risquent d'attirer sur eux la colère de leurs électeurs. Ne l'oublions pas, c'est l'Irak qui les a portés au pouvoir. »

Ce que veut ce mouvement, en somme, c'est un affrontement majeur entre le Congrès et le

rogatives constitutionnelles sur l'allocation des fonds publics et couper le financement de la guerre en Irak.

« C'est la seule façon de mettre un terme au sacrifice inutile de nos braves soldats », dit Andrews.

Pour l'heure, les responsables démocrates du Congrès ne veulent pas d'un tel affrontement. En coupant les fonds consacrés à l'effort militaire en Irak, ils s'exposeraient à une accusation républicaine à laquelle ils ne veulent pas avoir à répondre en

PRÉUNIVERSITAIRE

« Ici, j'ai le goût d'étudier! »

Saviez-vous que l'École de musique Vincent-d'Indy offre un vaste choix de programmes du collégial qui s'adressent autant aux futurs musiciens qu'à ceux qui désirent une bonne formation en musique tout en se dirigeant vers d'autres champs de spécialisation?



Les programmes jumelés (200.11, 300.11 et 500.11) sont offerts en partenariat avec le Collège Jean-de-Brébeuf.



Le mercredi
7 février 2007
c'est la journée
PORTES OUVERTES
à l'École de musique
Vincent-d'Indy
de 17 h à 20 h



ÉDOUARD MONTPETIT

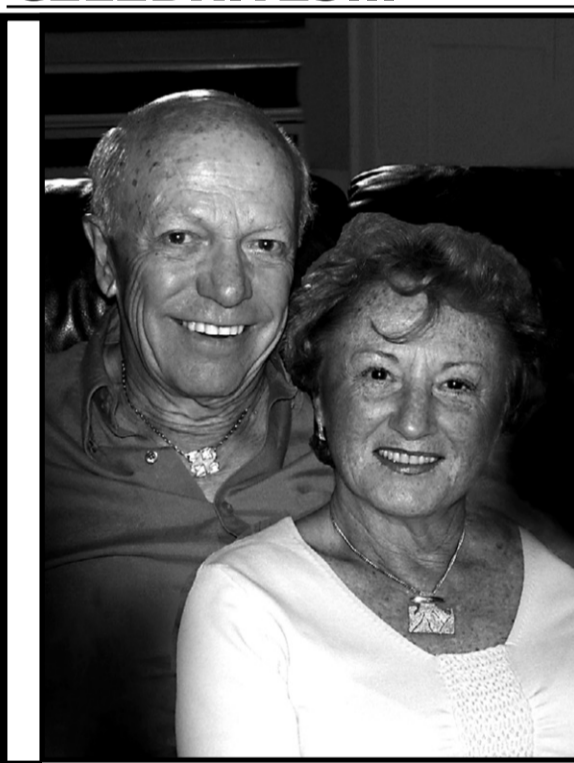
ÉCOLE DE MUSIQUE

Vincent-d'Indy

Passionnée depuis bientôt 75 ans

628, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Outremont (Québec) H2V 2C5
Téléphone: 514.735.5261 Télécopieur: 514.735.5266
Courriel: admission@emvi.qc.ca — Site Web: emvi.qc.ca

CÉLÉBRITÉS...

LOUISE BAYARD ET
LUCIEN LECLAIR50e anniversaire
de mariage

Vous avez vécu une vie remplie d'amour, de respect, de partage, de voyages et d'amis. Vous êtes un modèle à suivre pour tous ceux qui vous connaissent. Merci de nous avoir transmis vos belles valeurs. Vos filles, Geneviève et Daphné.

JACINTHE CLOUTIER
Félicitations

pour avoir surmonté ta gêne, réussi ton projet chez L'Oréal Paris et avoir gagné le 2e prix. Nous sommes très fiers de toi! Maman et ton père synthétique.

DORÈS ARCHAMBAULT
26 janvier - 80 ans

Bonheur et santé de la part de ton épouse Julienne, tes enfants et petits-enfants.

VOUS AVEZ UN ÉVÉNEMENT À CÉLÉBRER ? LA PRESSE

Soulignez-le!

tous les dimanches dans La Presse

Composez le (514) 285-7313

appels interurbains (sans frais) 1 866 987-8363

CELEB 28-01-07

Serez-vous à la hauteur ?

Tournoi des mètres
Lundi et mardi 19 h 30

Jeu-questionnaire animé par Martin Drainville

Club Med

LAROUSSE



telequebec.tv

MONDE

Les nouvelles internationales
en continu sur cyberpresse.ca/monde

LE TOUR DU GLOBE

IRAN



PHOTO RAHEB HOMAVANDI, ARCHIVES REUTERS

Un officiel iranien a démenti hier l'installation de 3000 centrifugeuses d'enrichissement d'uranium.

Démenti sur les installations

Un porte-parole de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique a démenti hier soir que l'Iran ait commencé l'installation de 3000 centrifugeuses d'enrichissement d'uranium, selon l'agence officielle Irna. « Aucune nouvelle centrifugeuse n'a été installée dans l'usine de Natanz », a déclaré Hossein Cimorgh, directeur des relations publiques de l'organisation. M. Cimorgh réagissait à l'annonce d'un responsable du Parlement, Alaeddine Bordoujerdj, qui avait affirmé peu auparavant que l'Iran avait commencé l'installation de 3000 centrifugeuses d'enrichissement d'uranium. — d'après AFP

UNION AFRICAINE Impuissance face aux conflits

La Somalie, et la nécessité d'y déployer au plus vite une force d'interposition, ainsi que la guerre au Darfour, sont les dossiers les plus urgents du sommet de l'Union africaine demain et mardi à Addis Abeba. Mais l'organisation panafricaine sera surtout confrontée à son impuissance face aux incessants conflits du continent. Car faute de moyens, l'UA peine à influencer sur le cours des événements : « Il faut être réaliste, la Commission de l'UA n'a pas en l'état les moyens de gérer deux missions de maintien de la paix » en même temps, au Darfour et en Somalie, reconnaissait récemment son commissaire à la paix et à la sécurité, l'Algérien Saïd Djinnit. — d'après AP

ÉTATS-UNIS Début du tour de piste

La sénatrice américaine Hillary Clinton a commencé un tour de piste préélectoral hier avec une visite dans l'Iowa (nord), un État largement rural des États-Unis qui sera le premier à se prononcer dans le processus des primaires en vue de la présidentielle de 2008. La candidature de la femme de l'ancien président démocrate Bill Clinton suscite une frénésie médiatique, alors que les sondages la placent en tête parmi les démocrates : selon une enquête publiée hier par l'hebdomadaire *Newsweek*, elle aurait le soutien de 55 % des démocrates, contre 35 % pour son concurrent Barack Obama, l'étoile montante du parti. — d'après AFP

PAKISTAN



PHOTO ALI IMAM, REUTERS

Le personnel médical de l'hôpital local de Peshawar vient en aide aux victimes de l'attentat à la bombe hier.

Attentat près d'une mosquée

Un kamikaze a fait sauter la bombe qu'il portait devant une mosquée chiite de Peshawar, hier, dans le nord-ouest du Pakistan, faisant au moins 15 morts, dont le chef de la police locale, et plus de 30 blessés, a rapporté la police. L'attentat a eu lieu près du Bazar Qissakhwani, à environ 200 mètres d'une mosquée, dans un quartier très fréquenté de Peshawar, capitale de la North West Frontier Province (NWFP), zone tribale conflictuelle à la frontière afghane. Cet attentat, qui n'a pas été revendiqué, intervient alors que débute ce week-end la grande fête chiite de l'Achoura. — d'après AP

MEXIQUE Armes restituées

L'armée mexicaine a restitué hier aux policiers de la ville de Tijuana, à la frontière avec les États-Unis, les armes qui leur avaient été confisquées au début du mois dans le cadre d'une opération de lutte contre la criminalité. Les policiers de Tijuana avaient dû remettre leurs armes le 3 janvier afin qu'elles subissent des contrôles permettant de déterminer si certaines auraient servi à des actions criminelles. L'opération s'inscrivait dans le cadre de la stratégie du président Calderon contre le crime. Un mois plus tôt, Mexico avait envoyé 7000 hommes dans l'État de Michoacan, théâtre de violents règlements de comptes entre cartels de la drogue. — d'après AFP



PHOTO KHALIL HAMRA, AP

Des Palestiniens constatent les dégâts laissés par l'attaque vendredi de la maison d'un leader local du Fatah par des militants du Hamas, dans le nord de la bande de Gaza.

Affrontements dans la bande de Gaza

Près de 70 blessés et 24 morts en trois jours

IBRAHIM BARZAK
ASSOCIATED PRESS

GAZA — Pour la troisième journée consécutive, de nouveaux affrontements ont éclaté hier entre militants du Hamas et du Fatah dans plusieurs secteurs de Gaza, faisant six nouveaux morts. Ces violences ont entraîné le gel des pourparlers sur la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Les affrontements de Gaza, qui ont commencé jeudi soir, comptent parmi les plus meurtriers depuis près de deux mois. Au total, 24 Palestiniens ont été tués et au moins 68 autres blessés en trois jours, selon les sources médicales. Les deux mouvements ont chacun pris en otages des membres de l'autre camp.

Le chef du Fatah, le président modéré de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, a déclaré qu'il donnerait suite à son projet d'organiser des élections législatives anticipées, faute de succès dans les deux à trois semaines des discussions visant à faire entrer le parti dans le gouvernement dirigé par le Hamas, vainqueur du scrutin de janvier 2006, après 40 ans de pouvoir Fatah. Les violences ont fait une cinquantaine de morts depuis le début de décembre 2006.

Hier, les militants du Hamas et du

Fatah ont échangé des tirs de mortiers et de grenades dans plusieurs secteurs de Gaza. Un homme a été tué jeudi soir, suivi de 16 morts vendredi. Cinq Palestiniens, dont un garçon de 2 ans et un policier, ont trouvé la mort hier.

Le premier ministre palestinien Ismaïl Haniyeh, issu du Hamas, a publié un communiqué appelant au calme, tout en critiquant « les fauteurs de troubles qui s'éloignent de la voie de notre peuple » en recevant « de l'argent sale et des armes des Américains ». Allusion claire à Mahmoud Abbas, Washington ayant récemment promis de débloquer plus de 80 millions de dollars pour aider à renforcer les forces fidèles au président palestinien.

Des affrontements ont notamment éclaté au Service de sécurité préventive, loyal à Mahmoud Abbas. Des miliciens du Hamas ont tiré des obus de mortiers sur les locaux ainsi que sur le domicile du chef du département, Rachid Abou Chbak, hier avant l'aube, d'après des responsables de la sécurité. Lors de combats près du complexe vendredi, six hommes du Hamas avaient été tués, le septième est mort hier.

Les quartiers les plus touchés étaient déserts hier. Seules les boulangeries et épiceries étaient ouvertes. Le principal marché en plein air de Gaza était éga-

lement clos. Par ailleurs, l'université Al-Azhar a annulé les examens prévus pour hier et le ministère de l'Intérieur a renvoyé ses employés chez eux.

Des médiateurs des deux camps tentaient de leur côté d'obtenir la libération des otages enlevés dans les deux camps : 23 partisans du Hamas et 16 parmi les sympathisants du Fatah. Hier en fin de journée, sept membres du Hamas et quatre du Fatah avaient été relâchés. Les enlèvements sont devenus monnaie courante dans les combats entre les deux mouvements. Les otages ont toujours été libérés sains et saufs.

Après ces trois jours de violences, un collaborateur de Mahmoud Abbas, Rafic Hussein, a affirmé hier que le président allait payer les salaires des 8000 membres des forces de sécurité. Il utiliserait une partie des 100 millions de dollars transférés par Israël et des fonds versés par l'Arabie saoudite et le Qatar.

Selon un sondage publié hier par l'Université d'An-Najah, 52 % des Palestiniens interrogés sont favorables à la convocation d'élections anticipées si un gouvernement de coalition n'est pas formé. L'étude a été menée mercredi auprès de 1360 personnes. Sa marge d'erreur est de plus ou moins trois points.

IRAK

Quatre soldats américains enlevés et exécutés

AGENCE FRANCE-PRESSE

BAGDAD — L'armée américaine a révélé hier que quatre soldats ont été enlevés et exécutés après une attaque la semaine dernière à Kerbala, tandis que le premier ministre Nouri al-Maliki et le président américain George W. Bush ont discuté du plan de sécurité pour Bagdad.

Hier, 24 personnes ont été tuées dans des attaques en Irak, dont 15 dans

Près de 85 000 hommes, soit 50 000 policiers et soldats irakiens et 35 000 soldats américains, doivent participer à cette opération, la troisième du genre en l'espace de huit mois — les précédentes ayant échoué à ramener l'ordre.

Plus de 16 800 civils ont été tués dans des violences à Bagdad en 2006, selon les Nations unies.

Selon le communiqué irakien, M. Bush « a renouvelé son engagement à soutenir le plan pour Bagdad et

ment présentée et selon laquelle cinq militaires, dont deux officiers, étaient morts en repoussant l'attaque.

Évoquant « une brèche dans la sécurité », l'armée américaine a détaillé cette attaque de commandos particulièrement audacieuse : « Des militants armés, portant des uniformes ressemblant à ceux des soldats américains et des armes américaines et circulant à bord de cinq véhicules tout-terrain, ont passé les postes de contrôle irakiens menant au local sans susciter de soupçons. »

« Une fois à l'intérieur du site, une douzaine de ces hommes a tiré à l'arme automatique sur les forces américaines et lancé des grenades. Un soldat américain qui défendait le site a été tué et trois autres ont été blessés par le jet d'une grenade », poursuit le texte. « Les assaillants se sont retirés en emmenant quatre soldats américains », indique-t-il.

La police a retrouvé les véhicules au niveau de Mahawil (90 km au sud de Bagdad). L'un d'eux contenait deux soldats morts à l'arrière, les mains liées et portant des impacts de balles. Un troisième, tué par balles, a été retrouvé sur le sol. Le quatrième, atteint d'une balle à la tête, est décédé durant son transport à l'hôpital, toujours selon le texte.

Les assaillants parlaient anglais et s'en sont pris uniquement aux Américains, a indiqué une source militaire irakienne qui a requis l'anonymat.

« Des militants armés, portant des uniformes ressemblant à ceux des soldats américains ont passé les postes de contrôle irakiens sans susciter de soupçons », selon l'armée américaine.

un double attentat suicide à la voiture piégée à Bagdad, où les corps de 40 personnes assassinées ont aussi été découverts.

Huit employés d'une société d'électronique ont également été enlevés par des hommes armés en uniforme irakien dans le centre de la ville.

Les autorités irakiennes et l'armée américaine doivent lancer dans les prochains semaines un plan destiné à ramener l'ordre à Bagdad, en proie à de sanglantes violences confessionnelles.

M. Bush et Maliki ont d'ailleurs discuté au téléphone des moyens d'assurer le succès du plan de sécurité pour Bagdad.

exprimé son entière disposition à fournir les conditions de son succès, tout en apportant son soutien politique au gouvernement de Nouri al-Maliki ».

Les relations entre Washington et Bagdad s'étaient tendues à la suite de déclarations de responsables américains critiquant l'incapacité de M. Maliki à mettre un terme aux violences.

Par ailleurs, l'armée américaine a rendu publique hier une nouvelle version des faits de l'attaque du 20 janvier contre le centre de coordination conjoint de la province de Kerbala, ville sainte chiite à 110 km au sud de Bagdad.

Cette version contredit celle initiale-

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**

Guy Crevier > Président et éditeur

Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint

Éric Trottier > Directeur de l'information

André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Des maires téméraires



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Quatre maires de l'ouest de Montréal ont donné leur appui vendredi à l'Action démocratique de Mario Dumont, signifiant ainsi leur colère à l'égard de la manière dont se sont opérées les défusions municipales promises par les libéraux. Ce geste est non seulement surprenant. Il est illogique. Et surtout téméraire.

Il faut accorder à M. Dumont le talent d'enfourcher les causes négligées par les autres partis – Jeff Fillion, les accommodements raisonnables – sans trop se préoccuper des principes en cause. Ce talent a un nom: l'opportunisme.

Mario Dumont a promis récemment que si l'ADQ formait le gouvernement, elle se débarrasserait des conseils d'agglomération, structures mises sur pied à la suite

Faut-il rappeler que le candidat vedette de M. Dumont en 2003 était Pierre Bourque?

des défusions. L'ADQ est vague quand il s'agit d'expliquer par quels conseils seraient remplacés. En conférence de presse, M. Dumont a parlé de régies intermunicipales qui gèreraient les services communs à plusieurs municipalités. On reviendrait alors non seulement à l'époque pré-fusions, mais à celle d'avant la Communauté urbaine de Montréal!

Il n'en fallait pas plus pour que les maires de Baie-d'Urfé, Montréal-Ouest, Sainte-Anne-de-Bellevue et Senneville se joignent à l'ADQ. Ils en veulent tellement à Jean Charest de ne pas leur avoir redonné leur pleine autonomie qu'ils font fi du parcours tortueux

de M. Dumont dans ce dossier. Lorsqu'il y a quatre ans, les journalistes lui ont demandé s'il était favorable aux défusions, le chef de l'ADQ avait répondu: «Non, non et non.» Il avait répété cette position en campagne électorale: «Nous ne pensons pas que l'énergie du monde municipal dans les prochaines années doit être mise à ramer en remontant la rivière vers la défusion.» Faut-il rappeler que le candidat vedette de M. Dumont en 2003 était nul autre que Pierre Bourque, chantre du rêve «Une île, une ville»?

«En imposant un système de "taxation without representation", l'Angleterre a perdu sa plus importante colonie. De la même façon, Jean Charest pourrait perdre ses sept forteresses de l'ouest de l'île», a soutenu la mairesse de Baie-d'Urfé, Maria Tutino, qui ne voyait rien d'excessif dans cette comparaison ridicule. Sommes-nous vraiment à l'aube d'une vague de mécontentement dans l'ouest de Montréal? Pour l'instant, les libéraux ne semblent pas avoir grand-chose à craindre. Les quatre municipalités concernées comptent au total moins de 16000 habitants. Elles se trouvent dans des circonscriptions où le PLQ a obtenu plus de 75% du vote en 2003, tandis que l'ADQ finissait troisième avec un score d'au plus 7%.

La manoeuvre pourrait donc n'être qu'un coup d'épée dans l'eau. Par contre, si le mouvement s'étendait

et que les libéraux perdaient quelques comtés, on voit mal comment cela servirait la cause des défusionnistes. Seraient-ils bien avancés si le PQ était élu? Oublions un instant l'éventualité d'un nouveau référendum, que les leaders de la communauté anglophone estiment (à tort) peu probable. S'il y a un parti sur lequel ils ne pourraient pas compter pour revenir à leur statut d'antan, c'est bien celui qui est à l'origine des fusions. Pour tout dire, les maires défusionnistes feraient bien mieux de continuer à travailler avec le gouvernement Charest afin de trouver une solution à leur problème.

Les maux de la démocratie



mroy@lapresse.ca

MARIO ROY

La démocratie ne progresse plus dans le monde. Il s'agit d'un constat d'autant plus alarmant que des batailles considérables – nul besoin de les identifier... – sont actuellement engagées au nom de l'idéal démocratique. En fait, la situation stagne depuis près d'une décennie et s'est même détériorée.

C'est le tableau que peint Freedom House dans son rapport annuel, rendu public il y a quelques jours (l'organisme se livre à ce travail depuis 1972).

Depuis 1981, il y a donc 25 ans, le nombre de pays «libres», selon les critères élaborés qu'utilise l'organisme, est en effet passé de 54 à 90, ceux-ci représentant

Les pays délinquants n'utilisent plus la force brute, comme jadis, mais les pouvoirs «ordinaires» de l'État.

près de la moitié de la population mondiale. Mais, parvenue à ce point, la mécanique s'est enrayée. Et, en plusieurs endroits, on voit maintenant un recul. L'an dernier, 35 pays ont ainsi régressé dans l'échelle démocratique, alors que seulement une vingtaine ont enregistré des progrès. Les reculs se manifestent surtout dans le rétrécissement de la marge de manoeuvre laissée à la presse, aux organismes non gouvernementaux (ONG) ainsi qu'aux institutions civiles. L'affaire est pernicieuse parce que les pays délinquants n'utilisent plus la force brute, comme jadis, mais les pouvoirs «ordinaires» de l'État: retraits de

licences, poursuites civiles ou criminelles, harcèlement fiscal.

Les cas de la Russie de Vladimir Poutine et du Venezuela d'Hugo Chavez sont, à tous ces points de vue, les plus patents.

Un nombre de 123 pays sur 193 tiennent des élections fonctionnelles. Pourtant, on l'a vu, 90 seulement sont classés comme libres. C'est en effet une réalité que l'on a appris à connaître: l'ouverture électorale ne garantit pas la liberté, pas davantage qu'une presse (relativement) libre n'assure une information de nature démocratique.

Sur l'un et l'autre point, Freedom House soulève des faits inquiétants même dans de vieilles démocraties – aux États-Unis, par exemple, le nouveau cadre légal instauré après le 11 septembre 2001 participe au recul.

Cependant, même si le rapport de l'organisme en parle peu, on ne peut s'empêcher de penser surtout à l'Irak où les élections n'ont encore à peu près rien fait pour construire les libertés réelles des citoyens. Au surplus, la presse y est devenue foisonnante, certes, mais elle sert aussi à combattre la démocratie. Ainsi, la chaîne de télé satellitaire Al Zawraa (que l'on croit financée par des fonds américains détournés de projets de reconstruction et jouissant de protections égyptiennes) fait la promotion directe, abondamment et lugubrement illustrée, des violences exercées contre les Américains et les chiites. À Bagdad, on soupçonne même que certains attentats sont montés d'abord dans le but de fournir des images...

Bref, Freedom House accorde une importance nouvelle à la qualité de la gouvernance étatique ainsi qu'à la solidité de l'appareil de police et de justice dans son appréciation de l'état d'une démocratie. Et il en fait des objectifs qu'il faut poursuivre autant que la conformité électorale et la liberté formelle. C'est pour le moins judicieux.

Le Doc Mailloux temporairement radié



serge paquette, collaboration spéciale

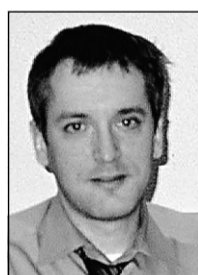
DROITS RÉSERVÉS

D'UN CANADA À L'AUTRE

Vive l'hérésie!

Se tenir debout et ne pas céder devant la pression conformiste imposée par l'idéologie nationaliste et indépendantiste relève véritablement de la contre-culture

DANIEL LAPRÈS



Rédacteur-pigiste, l'auteur est membre du Réseau démocratique canadien. Il est aussi l'auteur du blogue Chroniques intempêtes (lapresd.blogspot.com).

Il y a un réel besoin de liberté dans la société québécoise d'aujourd'hui. Un besoin d'esprit critique, de dissidence, d'hérésie même. C'est que, comme le souligne le philosophe hérétique Michel Morin dans *L'identité fuyante* (éditions Les Herbes Rouges), «il n'existe pas (au Québec) un espace de reconnaissance et de discussion de la parole libre et pensante. N'existent que des versions diverses, ressassées, de la même vulgate sociale-nationale».

Ou encore, comme le disait le regretté Jean Papineau – un autre hérétique – dans *Dialogues en ruine*, un recueil d'entretiens présentés

avaient exprimé certaines réserves et interrogations devant le projet indépendantiste. Le tollé qui s'ensuivit les fit vite se taire, M. Tremblay s'étant même senti obligé d'affirmer qu'on ne l'y reprendra plus à s'exprimer sur des questions semblables. On peut penser aussi à René-Daniel Dubois, qui s'en était pris avec sa verve caractéristique au ronron nationaliste, mais qui fut ensuite conspué et calomnié au point où même lui, qui n'est pourtant pas réputé pour garder sa langue dans sa poche, ne veut plus se mêler du débat national.

Ou encore à l'historienne Esther Delisle, qui avait fait ressurgir dans sa thèse de doctorat l'adhésion au fascisme et à l'antisémitisme des élites nationalistes québécoises de l'époque située autour de la Deuxième Guerre mondiale. Depuis, M^{me} Delisle, qu'on a notamment fait passer littéralement pour une folle (voir le documentaire *Je me souviens*, d'Éric Scott, où on voit un prof d'université ultranationaliste la qualifier ainsi), a été bannie du monde universitaire québécois, n'ayant jamais pu y prononcer une seule conférence

tes sur Internet et, à coup sûr, on y verra nombre de bûchers symboliques allumés contre des commentateurs fédéralistes connus ou non.

Toutefois, cette hargne intolérante dont font preuve les éléments les plus réactionnaires du mouvement nationaliste et indépendantiste pour étouffer la dissidence et l'hérésie est plus qu'un signe patent de leur faiblesse: c'est aussi leur principal talon d'Achille. Car ici comme ailleurs, l'histoire a souvent démontré que, contre les absolutismes et dogmatismes qui fossilisent les idées et stérilisent la culture, les porteurs d'avenir ont toujours été du côté des dissidents et des hérétiques.

Ce sont eux qui ont toujours fait accoucher les libertés dans les sociétés, et qui ont fécondé la culture et la civilisation. En défiant le conformisme et en ne craignant pas de perturber l'opinion dominante par l'exercice de leur libre pensée, quitte à se voir pointés du doigt par les inquisiteurs du moment, ils ont montré qu'ils étaient du côté de la vie, qui est toujours mouvement, liberté et création.

Ce qu'on peut déduire du climat d'absolutisme idéologique qui perdure, c'est qu'au Québec le non-conformisme n'est plus là où on le pensait il n'y a encore pas si longtemps. Aujourd'hui, se tenir debout et ne pas céder devant la pression conformiste imposée par l'idéologie nationaliste et indépendantiste relève véritablement de la contre-culture.

C'est afficher sa dissidence que de se dire Québécois sans nécessairement être nationaliste, c'est faire preuve d'hérésie que de considérer, sans avoir peur de l'affirmer, que le Canada n'est pas le goulag, mais un projet dans lequel, en y travaillant, les Québécois et les francophones peuvent se réaliser et s'épanouir. Si on pense ainsi (mais sans pour autant prétendre au monopole de la vérité, bien au contraire), on devrait quand même prendre la liberté de le dire. Sans craindre qui ou quoi que ce soit. Quitte à en payer le prix, celui de la liberté, qui en vaut bien la peine, après tout. Sur ce: vive l'hérésie!

Ce qu'on peut déduire du climat d'absolutisme idéologique qui perdure, c'est qu'au Québec le non-conformisme n'est plus là où on le pensait il n'y a encore pas si longtemps.

par Laurent-Michel Vacher (éditions Liber) et qui conserve toute son actualité, «celui qui aime ce pays (le Canada) est maudit. Il ne peut donc que se taire. Symboliquement au Québec, être nationaliste, c'est avoir le droit d'exister; être contre le nationalisme, c'est mourir à soi-même et à sa communauté».

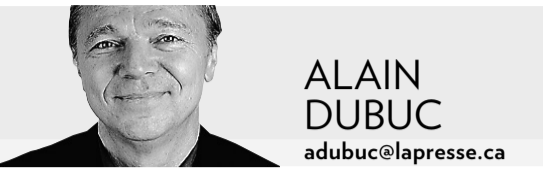
En effet, l'idéologie nationaliste et indépendantiste est devenue chez nous hégémonique au point où on ne peut la critiquer impunément, ou même la questionner ne serait-ce que timidement. Comme le dit Michel Morin: «Fort peu s'y risquent. Ceux qui l'osent en paient le prix.» On se souvient par exemple des questionnements des Michel Tremblay et Robert Lepage qui, l'an dernier,

académique, bien qu'elle ait tout de même obtenu son diplôme malgré l'opposition hargneuse de certains inquisiteurs nationalistes. «Mourir à soi-même et à sa communauté», disait Jean Papineau: M^{me} Delisle sait ce que ça veut dire, et elle en a payé chèrement le prix.

Pensée unique

Ces cas-là sont loin d'être isolés. Celui qui, sans autres moyens que sa plume ou sa prise de parole, ose s'en prendre à la pensée unique nationaliste et indépendantiste subit sans tarder la matraque de la calomnie et des injures, sans que ses arguments soient débattus sur le fond. Pour prendre la mesure du phénomène, on n'a qu'à surfer dans les forums indépendantis-

Harper devrait imiter Bush...



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca

COLLABORATION SPÉCIALE

Dans son discours sur l'état de l'Union, le président George W. Bush a proposé un très ambitieux plan de réduction des gaz à effet de serre, grâce à une réduction de 20% en 10 ans de la consommation d'essence, ce qui est énorme.

Plusieurs experts doutent du réalisme et de la sincérité de cet engagement. Mais il marque un virage évident à la Maison-Blanche. Après des années d'indifférence et de négationnisme, le président Bush tente de s'ajuster au vent vert qui souffle sur un Congrès et un Sénat maintenant dominés par les démocrates, et aussi aux fortes pressions de plusieurs États, dont la Californie.

Ces changements majeurs au sud de la frontière exerceront une pression additionnelle sur le gouvernement conservateur de Stephen Harper, littéralement pris en sandwich.

D'un côté, l'électorat canadien, selon un sondage publié vendredi par le *Globe and Mail*, estime pour la première fois que le réchauffement de la planète est le principal enjeu, bien devant la santé. Cette tendance ne fera que s'accroître à mesure que les études ne laissent aucune forme de doute sur la rapidité du phénomène et la responsabilité de l'activité humaine. Des attentes auxquelles le nouveau chef libéral, Stéphane Dion, dont l'environnement est le cheval de bataille, répond de façon plus crédible. Et de l'autre, les États-Unis qui, après avoir servi de caution morale au gouvernement Harper pour se dissocier de Kyoto, se lancent avec vigueur dans la lutte contre les changements climatiques.

Pressé par ses adversaires, poussé par l'électorat et abandonné par ses alliés, le premier ministre Harper doit donc bouger. Il l'a fait depuis le début de l'année, en sacrifiant la ministre Rona Ambrose, en admettant que le réchauffement était un problème majeur, et en réactivant à la vapeur des projets libéraux de l'ex-ministre Dion qu'il avait pourtant mis sur les tablettes. Mais les conservateurs devront faire beaucoup plus pour convaincre les Canadiens de leur sincérité, faire oublier leur indéfendable loi sur la qualité de l'air ou leur pathétique performance à Nairobi. Et c'est là que l'expérience américaine pourrait les aider.

Le bilan canadien en matière de lutte contre les changements climatiques n'a rien de glorieux. Le Canada est incapable de respecter les cibles de Kyoto. Parce que le gouvernement Chrétien a taponné durant des années avant de signer ce protocole sans conviction. Qu'il a fallu attendre le bref gouvernement Martin pour que les libéraux, avec Stéphane Dion à l'Environnement, commencent à agir trop peu trop tard. Que nous avons ensuite perdu un an, avec des conservateurs qui, par servilité envers les producteurs pétroliers et par aveuglement idéologique, ont nié le problème.

De leur côté, les citoyens, sans leadership politique, se sont complus dans les bons sentiments, en appuyant avec enthousiasme un protocole dont ils ne connaissaient pas le contenu, en se satisfaisant de petits gestes symboliques qui leur donnent l'impression de sauver la planète, mais sans modifier leurs comportements et sans accepter les coûts et les sacrifices qui seront incontournables.



Comment changer de cap? La lutte contre le réchauffement climatique est d'une rare complexité et elle repose sur le long terme. Mais il faudra, au plan politique, trouver des façons de simplifier les enjeux. Le monde de l'environnement a tendance à privilégier des solutions systémiques, souvent idéologiques, par exemple repenser nos modèles de développement, lutter contre l'étalement urbain, par exemple en luttant contre le pont de l'autoroute 25, favoriser les transports en commun. On veut changer la ville quand on aurait plus de résultats en changeant de char!

Et c'est là que Washington pourrait inspirer Ottawa en montrant qu'une approche conservatrice, simpliste mais pragmatique, peut fonctionner. Les principales sources de gaz à effets de serre sont les procédés industriels et le transport. La stratégie du président Bush de réduire la consommation d'essence de 20% est mesurable, compréhensible par les citoyens, concrète: encourager les carburants de remplacement, réduire les émissions des automobiles, favoriser les véhicules moins énergivores, mais aussi réduire la congestion urbaine. Du côté industriel, l'idée des Bourses de carbone, pour motiver les entreprises et leur permettre de s'ajuster à des normes d'émission, fait maintenant consensus.

Ce sont toutes là des approches plus conservatrices, qui reposent sur des mécanismes de marché. Mais le premier ministre Harper avance encore à reculons: il ne veut pas militer pour une réduction de la consommation d'énergie parce qu'il veut faire du Canada une puissance énergétique et n'appuie pas l'idée de Bourse de carbone. Et pourtant, pour une fois, il pourrait imiter le président Bush sans perdre des plumes.

C'est la vache qui rit...

Dans l'ignorance la plus totale, les consommateurs canadiens subventionnent la richesse des producteurs laitiers

SYLVAIN CHARLEBOIS



L'auteur est professeur adjoint à la faculté d'administration de l'Université de Regina, chercheur en distribution et sécurité alimentaire et associé de l'Institut des politiques publiques de la Saskatchewan.

Les consommateurs canadiens boivent 18% moins de lait depuis 1980. La demande de beurre, quant à elle, a diminué de 30%, et la crème glacée de 24%. Pire, selon certaines études, la demande canadienne du lait diminuera encore de 12% d'ici 2020. Vous pourriez croire que ces tendances peuvent amener une industrie laitière au bord de la catastrophe. Détrompez-vous! Par le biais du généreux système de la gestion de l'offre, le prix du lait a augmenté de 53% depuis 12 ans, deux fois plus que l'inflation. Au même moment, les coûts de production ont diminué de 3,8%. Conséquemment, les profits moyens des producteurs se situent autour de 25%, et les producteurs laitiers sont devenus de véritables millionnaires, au profit des consommateurs canadiens.

Un système complexe

Le fonctionnement du système de commercialisation du lait au Canada est fort complexe. Le même scénario se répète à chaque année. D'abord, à l'automne, les représentants de la filière du lait industriel et de consommation sont invités à faire leur lobby auprès des régisseurs; à la Commission canadienne du lait (CCL) et à la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (RMAAQ), puisque le Québec est la seule province canadienne qui réglemente encore le prix du lait au détail. D'un côté, nous avons le puissant lobby des producteurs. De l'autre, un contingent sans prétention qui représente les intérêts des consommateurs.

De surcroît, le résultat est toujours prévisible, et 2007 ne sera pas une exception. Les consommateurs québécois devront faire face à une double hausse du prix du lait à la fin de janvier et au début de février. L'annonce en a été faite durant les vacances des Fêtes, un moment propice pour refilet en douce une mauvaise



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Le prix du lait a augmenté de 53% depuis 12 ans, deux fois plus que l'inflation.

nouvelle aux consommateurs.

Dans un premier temps, la CCL, responsable du lait destiné à la transformation, a majoré le prix de soutien de la poudre de lait écrémé, une hausse de trois quarts de cent le litre de lait à la ferme à compter du 1^{er} février. Cette augmentation aura des répercussions sur les produits transformés tels que le beurre, le yogourt et le fromage. De même, la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (RMAAQ) a aussi décrété une hausse de 6 cents des prix maximum et minimum du litre de lait de consommation. L'augmentation au détail entrera en vigueur aujourd'hui.

Dans l'ignorance la plus totale, ce sont les consommateurs qui subventionnent la richesse institutionnalisée des producteurs laitiers au Canada. (...)

Vieilles méthodes

Depuis qu'elle a été établie par la proclamation de la Loi sur la Commission canadienne du lait, en octobre 1966, la CCL n'a jamais changé ses méthodes pour le bien des consommateurs et il est grand temps qu'elle se réinvente.

Le système de quotas de production et des tarifs à l'importation est pourfendu par plusieurs pays dans le monde, et c'est bien connu dans le milieu agroalimentaire canadien. En tant que pays riche, le Canada maintient toujours un

discours dichotomique à l'Organisation mondiale du commerce en protégeant sa souveraineté alimentaire pour certaines denrées, et en favorisant le commerce international pour d'autres. C'est vraisemblablement un discours dangereux pour l'avenir de notre agriculture. Un jour, le Canada devra se raviser, ouvrir ses frontières aux produits laitiers étrangers et passer à autre chose, comme plusieurs autres pays qui nous ont déjà précédés. Mais en attendant, ce système que nous nous sommes octroyé, il y a plus de 40 ans, est loin d'être égalitariste, et le consommateur canadien en paie le prix.

Sous le régime protectionniste du système de la gestion de l'offre, le consommateur doit tout de même y trouver son compte. La CCL et la RMAAQ doivent permettre aux consommateurs de s'exprimer de façon systématique sur les enjeux économiques qui influencent les choix des ménages canadiens. Les politiques actuelles de fixation des prix du lait focalisent abusivement sur les coûts de production et balayent d'un revers de la main les dures réalités de nourrir un ménage. L'équation doit se compléter par l'ajout d'indicateurs économiques importants, tels que le taux d'inflation, l'indice des prix à la consommation et le prix moyen du panier d'épicerie. (...)

POST SCRIPTUM

Ségolène Royal et le Québec: so what?



pgagne@lapresse.ca
PIERRE-PAUL GAGNÉ

Quand même étonnant de constater, rendu en 2007, ce besoin des indépendantistes québécois de se voir périodiquement rassurés par des personnalités politiques françaises quant à la reconnaissance officielle que la mère-patrie réserverait rapidement à un éventuel Québec indépendant.

Hier, c'était Pompidou et Giscard d'Estaing dont on quêtait des prises de position (pourtant presque toujours ambiguës) sur la question. Puis, ce fut le tour de Mitterrand et de Chirac de se prononcer (sans jamais vraiment se compromettre). Aujourd'hui, c'est auprès des candidats à la présidentielle française que l'on va chercher des encouragements.

Ainsi, lundi dernier, la candidate socialiste Ségolène Royal s'est plus ou moins compromise en faveur de l'indépendance du Québec dans un bout de phrase prononcé entre deux portes en réponse à une question d'un journaliste. Indépendamment de ce qui a été dit et nuancé dès le lendemain, une question s'impose: *so what?*

Au-delà des courriels des partisans fédéralistes et des militants péquistes qui ont suivi en flot important la déclaration de M^{me} Royal, les uns pour, évidemment, la dénoncer et les autres pour se féliciter de ses propos, ce qui a frappé

dans beaucoup d'envois de nos lecteurs, c'est le refus de trouver important qu'un candidat à l'élection présidentielle française, qui n'a jamais mis les pieds au Québec, s'invite dans nos débats internes.

> « Indirectement, la gaffe diplomatique porte insulte aux Québécois, comme si les souverainistes avaient besoin de s'appuyer sur le paternalisme (ou maternalisme) de la France pour mener à bien leur projet d'indépendance, comme ils avaient pu compter sur l'aide inattendue du général de Gaulle en 1967. » (Michèle Voyer)

> « Ingérence inacceptable. Voilà comment je qualifierais les propos ambigus de la candidate socialiste Ségolène Royal. Qu'elle s'occupe de préparer sa propre élection et cesse de faire des déclarations pour le moins intempestives sur l'indépendance du Québec. Elle n'a pas à donner son opinion sur une question politique qui n'est carrément pas de son ressort et dont elle ne connaît ni les tenants ni les aboutissants. » (Pierre Bissonnette, Laval)

> « Qu'elle Ségolène Royal se mêle de ses affaires. Elle n'a jamais mis les pieds ici et ne connaît rien à notre mode de vie nord-américain. Mais pour qui se prend-elle? Ha! les gauchistes moralisants! » (François Hébert)

> « La dernière fois qu'un représentant du gouvernement français m'a dit qu'il était en faveur de la souveraineté du Québec, je lui ai répondu qu'il ne se mêlait pas de ses affaires. Je lui ai aussi dit que j'étais en faveur de la souveraineté de la Corse et de la Bretagne. Je puis vous assurer que la conversation a été très courte. » (Nelson Guillemette)

> « Nous serions beaucoup plus sensibles et reconnaissants aux dirigeants et investisseurs français d'orienter leurs idées et capitaux vers le Québec au lieu de l'Ontario, par exemple. En tout cas, cela annoncerait plus concrètement qu'ils sont prêts à nous supporter. » (Marc Levejac, Laval)

> « Encore un autre chef souverainiste du PQ qui se comporte comme un roi nègre en allant chercher l'approbation et une forme de légitimité en France. À mon sens, ils sont de plus en plus colonisés, les péquistes et les bloquistes. » (Paul Vachon)



Colonisés les dirigeants indépendantistes qui sentent le besoin d'aller chercher une approbation et une reconnaissance de leur cause auprès de la classe politique française? L'accusation est un peu forte, surtout quand on se souvient que c'est précisément l'insulte que les séparatistes des années 60 lançaient aux fédéralistes, les accusant d'être des « colonisés ».

Chose certaine, pour certains de nos lecteurs, il y a quelque chose qui semble de plus en plus archaïque, en 2007, dans le fait que chaque nouveau dirigeant péquiste sente encore le besoin d'aller présenter ses lettres de créance à Paris plutôt que de se rendre, par exemple, à Washington ou à Tokyo, qui comptent pourtant bien davantage dans nos relations économiques.

Mais, que voulez-vous, l'héritage des années 60 est semble-t-il encore trop fort pour qu'André Boisclair, malgré son vif désir de changer la culture du PQ, puisse résister à la tradition de l'approbation française.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453

cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363

petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816

deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320

carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

LA PRESSE

Radio-Canada

ENCORE PLUS
QUE DU TALENT,
DE L'INTELLIGENCE,
MÊME DU GÉNIE,
L'EXCELLENCE
NAÎT DE L'EFFORT

RETROUVEZ LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE SUR LES ONDES DE RADIO-CANADA

Joé Juneau

« Il lance et... compte! » Joé Juneau connaît bien l'effet hockey. Il connaît cette passion qui peut dériver sur de bonnes actions. Il sait aussi la force du modèle, de l'exemple auprès des jeunes. Et surtout, Joé Juneau est tout, sauf indifférent.



PHOTO JULIE GRENIER

Le travail qu'il a entrepris auprès des jeunes Inuits l'amène à séjourner longtemps au nord du 55^e parallèle. À long terme, il prévoit passer presque huit mois par année là-bas.

au hockey dans le circuit collégial AAA. À la fin de ses études, il a participé aux Jeux olympiques d'Albertville en 1992, puis il a signé avec les Bruins de Boston.

Différent des autres

Le travail qu'il a entrepris auprès des jeunes Inuits l'amène à séjourner longtemps au nord du 55^e parallèle. À long terme, il prévoit passer presque huit mois par année là-bas. Il s'organise donc pour y amener le plus souvent possible sa femme et ses deux petites filles.

En plus de s'occuper activement des peewees (qui sont à un âge où on peut encore avoir une influence), il s'occupe de former des entraîneurs qui assureront la pérennité du projet. C'est beau en principe, mais la réalité est plus accablante. « Sur 120 jeunes que j'ai déjà rencontrés, seulement trois avaient un équipement raisonnable. »

Il ne peut faire autrement que de penser à sa propre enfance; il marchait à peine à 12 mois que sa mère l'amenait à la patinoire. À 4 ans, il jouait au hockey, à 9 ans on a reconnu qu'il avait du talent et il s'est dit qu'il en ferait sa vie. Guy Lafleur et Peter Stastny ont été ses héros. L'ancien joueur de centre est un gars de la campagne, né à Pont-Rouge. « Mes grands-parents cultivateurs possédaient une terre à bois, et on allait souvent chez eux », se rappelle l'aîné de la famille de trois garçons. Aujourd'hui encore, il passe un mois complet en forêt avec sa jeune famille, à pêcher, boire l'eau du lac, faire corps avec la nature. « Je ne suis pas un grand lecteur, mais je pense beaucoup », dit-il. Il se sent différent des autres hockeyeurs professionnels, chez qui il a conservé de rares amis intimes.

Cette nature qu'il adore le rend conscient des dangers qui la menacent. « Notre planète est en piteux état. On n'y fait qu'un bref passage en tant qu'humain, il est important de penser aux générations qui suivent. » L'un des devoirs de l'homme selon lui est de faire le mieux qu'il peut, de contribuer à sa manière. « Le plus important est de se concentrer sur sa famille, accomplir de petites choses, qui deviennent importantes à la longue. »

Il est calme, sage, avec un côté de lui performant et obstiné. Il retire, avoue-t-il, beaucoup de joie de ce travail avec les autochtones. Il les porte en lui. Une grande partie de son cœur est sur la banquise et, surtout, dans un aréna où l'attendent des enfants avides de hockey et de héros. Comme leader cohérent, responsable, il dit : « Je veux que les jeunes voient dans mes yeux que ce que je dis, c'est ce que je crois. »

Alors ces jeunes Inuits qui connaissent l'ivresse de jouer en équipe, de compter des buts, de gagner, vont aussi découvrir que l'instruction est sans aucun doute la voie d'une vie meilleure.

ANNE RICHER

L'ancien attaquant du Canadien de Montréal, le numéro 90, est à la retraite du hockey professionnel depuis 2004. Il vient d'avoir 39 ans. Au mois d'avril dernier, avec sa compagne, il était de retour d'un voyage d'écotourisme dans le Grand Nord. Moto-neige, ski, marche. Il voulait aussi d'abord découvrir ce pays qui l'a toujours fasciné. Ce pays de froidure extrême, mais aussi de paysages, de beautés pures. « C'est le plus beau coin du Québec », déclare-t-il. Avant de reprendre l'avion, il s'est attardé à l'école du village, il est allé à la rencontre des jeunes du dernier village du Nunavik : Kangiqsualujuaq.

Le joueur de hockey du Canadien a reçu un accueil qui aurait fait fondre la banquise, selon la légende. Mais ce qui a fondu d'abord, c'est le cœur de cet athlète choyé par la vie, devant la réalité sociale et psychologique (haut taux de suicide) des jeunes Inuits. De retour chez lui à Québec, il n'a pas cessé d'y penser et l'idée a germé. Donner le hockey aux jeunes. En échange, ils promettent d'aller à l'école.

Ce marchandage s'exerce depuis septembre dernier.

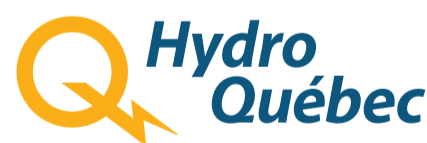
Pour *La Presse* et Radio-Canada, ce généreux vétéran mérite la première étoile et le titre de Personnalité de la semaine.

Une épaulée à la roue

« Quand on s'embarque, dit-il, il y a des imprévus. » L'aventure méritait d'être vécue. Joé Juneau a trouvé des complices parmi ceux qui travaillent avec les Inuits, impliqués dans l'un ou l'autre des villages du Nunavik. Selon les statistiques rapportées par mon collègue Jean-François Bégin, à la suite de son séjour là-bas, « un enfant sur trois a été victime d'agressions sexuelles. Neuf jeunes sur 10 ne complètent pas leurs études secondaires. Le suicide est la principale cause de mortalité au Nunavik : 156 par 100 000 habitants, comparativement à 19 par 100 000 dans l'ensemble du Québec ».

Parents alcooliques, toxicomanes, une multitude d'enfants laissés à eux-mêmes.

Pour Joé Juneau, il est clair que le hockey seul ne pourra pas régler tous les problèmes. L'objectif du programme qu'il a mis sur pied, en collaboration avec l'Administration régionale Kativik (ARK), est de donner dans chaque village, à une majorité de jeunes de 5 à 17 ans, garçons et filles, un camp de hockey de cinq jours. Pour être accepté, il faut aller à l'école, mais pas seulement pour y dormir, pour étudier sérieusement. Cette condition est absolue. « J'ai toujours cru aux valeurs du programme sport-études. » Il donne l'exemple. Malgré sa passion pour le hockey, Joé Juneau a réussi à décrocher un bac en génie aéronautique au Rensselaer Polytechnic Institute de l'État de New York, après avoir joué


RETROUVEZ LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE LA PRESSE/RADIO-CANADA

À RADIO-CANADA

AUJOURD'HUI
RDI EN DIRECT

Avec Louis Lemieux

VENDREDI, SAMEDI ET
DIMANCHE DÈS 6h

ENTREVUE AVEC LA PERSONNALITÉ : 9h40



RDI

SOURCE D'INFORMATION


DEMAIN MATIN
C'EST BIEN MEILLEUR
LE MATIN

Avec René Homier-Roy

DU LUNDI AU VENDREDI 5h À 9h

ENTREVUE AVEC LA PERSONNALITÉ : 6h40



PREMIÈRE CHAÎNE